



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
Comité de la Balance des Paiements

# **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

TOGO 2021





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**

Ministère de l'Economie et des Finances

**Comité de la Balance des Paiements**

# **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

TOGO 2021



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le Togo / Secrétariat du Comité**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU TOGO AU TITRE DE L'ANNEE 2021**

**Décembre 2022**

---

# SOMMAIRE

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES ENCADRES.....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>	<b>8</b>
<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>9</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>10</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>11</b>
<b>I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....</b>	<b>14</b>
I.1- Balance commerciale des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	16
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	16
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	17
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	32
I.1.2- Importations de biens.....	37
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	37
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	37
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	42
I.2- Balance des services.....	50
I.2.1- Exportations de services.....	51
I.2.2- Importations de services.....	52
I.3- Compte DU revenu primaire.....	53
I.4- Compte DU revenu secondaire.....	55
<b>II- COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>56</b>
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	56
II.2- Transferts de capital.....	56
<b>III- COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>58</b>
III.1- Investissements directs.....	58
III.2- Investissements de portefeuille.....	58
III.3- Dérivés financiers.....	58
III.4- Autres investissements.....	59
<b>IV- CAPITAUX MONETAIRES.....</b>	<b>61</b>
IV.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	61
IV.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	62

---

IV.3- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôt.....	62
IV.4- Avoirs de réserve.....	63
<b>V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>64</b>
V.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	64
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	65
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>66</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>67</b>

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPP	Partenariat Public-Privé
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

---

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements.....18

Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....49



---

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes .....	14
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens .....	16
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens .....	17
Tableau 4 : Evolution du service de la dette et des exportations de biens .....	17
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises générales .....	18
Tableau 6 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général .....	22
Tableau 7 : Evolution des exportations de produits agricoles .....	22
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté .....	24
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté .....	25
Tableau 10 : Evolution des quantités et valeurs de coton exporté.....	26
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles .....	26
Tableau 12 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale .....	27
Tableau 13 : Evolution des exportations de produits miniers .....	27
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés.....	28
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté .....	28
Tableau 16 : Evolution des réexportations de produits pétroliers .....	29
Tableau 17 : Evolution des exportations de produits industriels .....	29
Tableau 18 : Evolution des exportations de ciment en valeur .....	30
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté .....	32
Tableau 20 : Répartition des exportations par zone géographique .....	32
Tableau 21 : Proportion des exportations en Afrique .....	35
Tableau 22 : Evolution des importations de biens .....	37
Tableau 23 : Evolution des marchandises générales importées .....	37
Tableau 24 : Evolution des importations de biens en commerce spécial .....	38
Tableau 25 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits .....	38
Tableau 26 : Evolution des importations des biens de consommation .....	39

---

Tableau 27 : Evolution des importations du groupe « Alimentation–Boissons-Tabacs ».....	39
Tableau 28 : Evolution des importations du groupe « Autres produits finis pour la consommation » .....	40
Tableau 29 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants .....	40
Tableau 31 : Evolution des importations des matières premières .....	41
Tableau 32 : Evolution des importations des biens d'équipement .....	41
Tableau 32 : Répartition des importations par zone géographique .....	42
Tableau 33 : Proportion des importations en provenance d'Afrique .....	48
Tableau 34 : Evolution de la balance des services .....	50
Tableau 35 : Evolution du solde des transports .....	50
Tableau 36 : Evolution du solde des voyages .....	51
Tableau 37 : Evolution du solde des autres services .....	51
Tableau 38 : Evolution des exportations de services .....	52
Tableau 39 : Evolution des importations de services .....	52
Tableau 40 : Evolution du solde du compte de revenu primaire .....	53
Tableau 41 : Evolution du solde des revenus des investissements.....	54
Tableau 42 : Evolution du solde du compte de revenu secondaire.....	55
Tableau 43 : Evolution du compte de capital .....	57
Tableau 44 : Evolution du solde du compte financier .....	58
Tableau 45 : Evolution des autres investissements .....	60
Tableau 46 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale .....	61
Tableau 47 : Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts .....	62
Tableau 48 : Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	63
Tableau 49 : Avoirs de réserve .....	63
Tableau 50 : Position extérieure globale .....	64
Tableau 51 : Position extérieure globale par zone géographique .....	65

---

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton.....	12
Graphique 2- Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes.....	14
Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles.....	23
Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur.....	23
Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur.....	24
Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur.....	25
Graphique 7- Evolution des exportations de phosphate en quantité et en valeur.....	27
Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et en valeur.....	28
Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en valeur .....	30
Graphique 10- Evolution des parts relatives des exportations par zone géographique.....	32
Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur).....	38
Graphique 12- Evolution des parts relatives des importations par zone géographique.....	43
Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	61
Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	62

---

## AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2021. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent notamment la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, du revenu primaire et du revenu secondaire. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2021, comme ceux de 2011 à 2020, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux, les innovations financières et technologiques, ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle du FMI. A la différence de la présentation du FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. De plus, le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

---

## RESUME

L'environnement économique et financier mondial au cours de l'année 2021 a été marqué par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, sur fond de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. En effet, selon les estimations publiées en octobre 2022 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,0% en 2021, après la contraction de 3,0% en 2020.

Au plan national, la situation économique en 2021 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de la Feuille de Route gouvernementale, Togo 2025, des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier, ainsi que les tensions inflationnistes engendrées notamment par des chocs d'offre et la crise sanitaire. Le taux de croissance du PIB réel se chiffrerait à 6,0% en 2021, contre 2,0% en 2020.

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2021 un excédent de 124.083 millions, contre un excédent de 240.712 millions en 2020, soit un repli de 116.629 millions. Cette évolution fait suite principalement à l'aggravation de 91.626 millions du déficit du compte des transactions courantes.

Le solde du compte des transactions courantes est passé de -11.936 millions en 2020 à -103.563 millions en 2021, soit une diminution de 91.626 millions. Cette tendance résulte de l'augmentation de 126.363 millions du déficit de la balance des biens et de la baisse de 14.271 millions de l'excédent du revenu primaire, atténuées par la consolidation des soldes des services (+32.954 millions) et du revenu secondaire (+16.053 millions).

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 264.815 millions en 2021, contre 214.550 millions l'année précédente, soit une hausse de 23,4%, imputable à l'accroissement des transferts nets en capital reçus par les sociétés financières et non financières, ainsi que les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM).

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2021 par une capacité de financement de 161.252 millions, moins importante que le niveau de 202.613 millions enregistré l'année précédente.

Le compte financier a enregistré en 2021 des sorties nettes de capitaux à hauteur de 39.457 millions, contre des entrées nettes de 35.974 millions en 2020, en dégradation de 75.431 millions, en ligne avec la réduction des entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs et des autres investissements.

Les transactions extérieures, comparativement à l'année 2020, se sont soldées, en 2021, par une baisse des créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents de 116.629 millions, en relation avec la diminution de 208.356 millions des créances nettes des autres institutions de dépôt, atténuée par l'accroissement de 91.727 millions de celle de la Banque Centrale.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un accroissement de 112.325 millions avec un solde net de -341.616 millions au titre de l'année 2021, contre -453.941 millions un an plus tôt, suite à une augmentation des avoirs, plus forte que celle des engagements.

---

## INTRODUCTION

L'environnement économique et financier mondial au cours de l'année 2021 a été marqué par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, induite par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Selon les estimations publiées en octobre 2022 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,0% en 2021 après la contraction de 3,0% en 2020. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est tirée par le regain de vigueur de la demande consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires. La reprise de l'activité économique observée en 2021 s'est accompagnée d'une rapide remontée de l'inflation partout dans le monde. Le taux d'inflation mondiale est ressorti en moyenne annuelle à 4,7% en 2021 après 1,9% en 2020. Cette poussée inflationniste est imputable à une dissociation temporaire des dynamiques d'évolution de l'offre et de la demande mondiale. Elle s'est surtout faite sentir au niveau des produits énergétiques et alimentaires.

**Dans les pays industrialisés**, la croissance économique s'est établie à 5,2% en 2021, contre -4,4% en 2020.

**Aux Etats-Unis**, l'activité économique s'est renforcée de 5,7%, après une contraction de 3,4% en 2020.

**Dans la Zone euro**, la croissance du PIB réel est passée de -6,1% en 2020 à +5,2% en 2021, portée par la réouverture des économies ainsi que le maintien des politiques économiques de soutien par les Etats et la Banque Centrale Européenne.

**Au niveau des pays émergents et en développement**, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti en moyenne à 6,6% en 2021, après le recul de 1,9% enregistré en 2020. En Chine, en dépit de la crise de l'immobilier, la croissance s'est accélérée, passant de 2,2% en 2020 à 8,1% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 8,7% en 2021 contre un repli de 6,6% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 4,6% en 2021 après un recul de 3,9% en 2020. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz induit par la reprise de la demande mondiale pour afficher un taux de croissance de 4,7% en 2021 après une contraction de 2,7% en 2020.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance, après un recul de 1,6% en 2020, a connu une évolution positive pour s'établir à 4,7% en 2021, à la faveur l'augmentation de la demande extérieure et des prix des produits de base.

**Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, après le ralentissement enregistré en 2020, du fait de la Covid-19, les économies ont retrouvé, au cours de l'année 2021, leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en oeuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques.

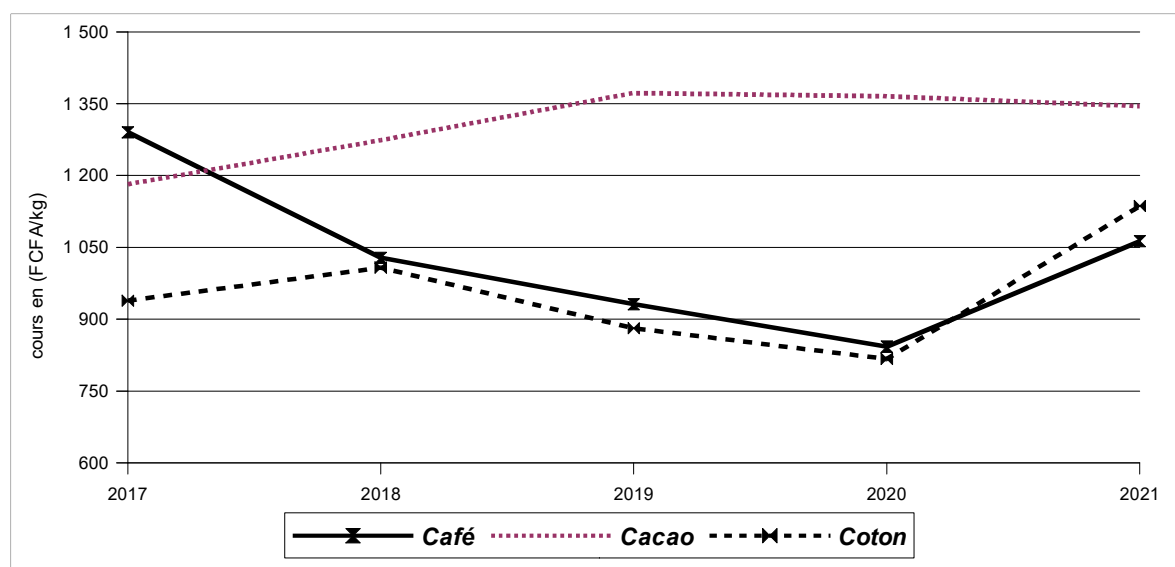
Dans ce contexte, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,1% en 2021, contre 1,8% en 2020, porté principalement par le secteur tertiaire, qui a bénéficié de la reprise des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. Les autres secteurs d'activité ont également contribué à la consolidation de la croissance en 2021.

Les récoltes au titre de la campagne agricole 2021/2022 ont accusé une baisse dans la plupart des Etats membres de l'Union, en particulier dans les pays du sahel. Sur la base des estimations effectuées par les Services nationaux, la production vivrière dans l'Union est ressortie à 66.315.451 tonnes durant la campagne agricole 2021/2022, en baisse de 8,1% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution découle de la chute des récoltes de céréales (13,3%), des autres cultures (9,7%) et de tubercules (1,1%). Ce recul de la production est imputable aux conditions climatiques peu favorables qui ont prévalu au cours de la campagne.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont sensiblement raffermis, à la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, dans un contexte où de multiples contraintes ont pesé sur l'offre et l'approvisionnement des marchés. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020. Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une hausse importante de leur rythme de progression (14,5% en 2021 après +3,3% en 2020). La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits énergétiques avec notamment le gaz (+131,2%) et le pétrole (+66,3%) ainsi que des produits non énergétiques comme les huiles végétales (+61,4%), le coton (+45,0%), le caoutchouc (+37,1%), le zinc (+32,5%), le café (+29,0%), l'uranium (+8,1%), le bois grume (+8,1%), le cacao (+4,2%), la noix de cajou (+1,4%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%). L'or est le seul produit de base exporté ayant enregistré une baisse de son cours (-0,1%). Les cours de l'or ont été affaiblis par la vigueur du dollar des Etats-Unis, la stabilisation des taux longs réels et la réduction des incertitudes, liée à l'ouverture des économies malgré la persistance de la pandémie de la Covid-19.

Les évolutions des cours du café, du cacao et du coton sont représentées sur le graphique ci-après.

**Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton**



Source : BCEAO

Au titre des principales cultures d'exportation, excepté le café et l'arachide, les récoltes se sont inscrites en hausse, au cours de la campagne agricole 2021/2022, par rapport à la campagne précédente.

La production de cacao a connu une hausse de 2,6%, durant la campagne 2021/2022, en s'élevant à 2.244.204 tonnes au sein de l'Union. Cette situation est consécutive à la hausse de 2,6% des récoltes en Côte d'Ivoire, en dépit des actions conduites par les Autorités ivoiriennes pour maîtriser la progression de l'offre de fèves, afin d'éviter un effondrement des cours mondiaux.

S'agissant de la production de café, elle est ressortie à 84.418 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en recul de 19,1% par rapport à la campagne précédente, du fait notamment du vieillissement progressif du verger et de l'attrait d'autres spéculations (principalement l'hévéa).

La production d'arachide s'est élevée à 3.602.288 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en baisse de 11,7% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la régression de 6,7% des récoltes au Sénégal, principal pays producteur de l'Union.

---

Les récoltes de coton graine sont évaluées à 2.836.625 tonnes dans l'Union, durant la campagne 2021/2022, en progression de 30,0% par rapport à la campagne 2020/2021. Le Mali a été la principale locomotive de cette forte hausse de la production de l'Union. Dans ce pays, les mesures prises pour débloquer les subventions aux engrais, précédemment suspendues, et l'augmentation du prix minimum d'achat au producteur porté de 200 à 280 FCFA, ont eu pour effet une augmentation sans précédent des superficies emblavées, passées de 160.000 hectares en 2020/2021 à 790.000 hectares.

La quantité de noix de cajou produite est estimée à 1.432.266 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en augmentation de 12,9% par rapport à la campagne précédente. Cette progression résulte essentiellement de la hausse de 14,1% des récoltes enregistrées en Côte d'Ivoire, plus gros producteur de cette spéculation, avec 66,9% de l'offre totale de l'Union durant la campagne 2020/2021.

**Au plan national**, la situation économique en 2021 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de la Feuille de Route gouvernementale, Togo 2025, des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier, ainsi que les tensions inflationnistes engendrées notamment par des chocs d'offre et la pandémie de la Covid-19.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs en 2021 se présente comme suit :

- accroissement de 6,0% du PIB<sup>1</sup>, en termes réels, qui s'établit à 4.447.169 millions, contre 4.195.784 millions en 2020. En termes nominaux, le PIB passerait de 4.253.191 millions en 2020 à 4.621.478 millions en 2021, soit une progression de 8,7% ;
- progression de 4,5% de la moyenne de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC) en 2021, contre un accroissement de 1,8% en 2020 ;
- hausse de 3,6% des recettes courantes de l'Etat qui se chiffrent à 839.878 millions en 2021 (18,2% du PIB), contre 724.554 millions en 2020 (17,0% du PIB) ;
- augmentation de 0,7% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 1.139.482 millions (24,7% du PIB) en 2021, contre 1.131.260 millions (26,6% du PIB) une année plus tôt ;
- hausse de 11,6% de la masse monétaire qui se chiffre à 2.260.512 millions en 2021, contre 2.013.285 millions une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 14,8% des dépôts en banque, alors que la circulation fiduciaire a fléchi de 0,5%. Les créances sur l'économie augmentent de 9,2% en s'établissant à 1.425.038 millions (30,8% du PIB) en 2021, contre 1.305.480 millions (30,7% du PIB) en 2020, à la faveur notamment de la hausse des concours aux opérateurs économiques des branches d'activité « bâtiments et travaux publics », « banques, assurances, affaires immobilières, services fournis aux entreprises » et « commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels ». Les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration publique centrale ont fléchi de 50,8%, passant de 14.545 millions en 2020 à 7.160 millions en 2021. Quant aux actifs extérieurs nets, ils ont augmenté de 12,4% pour s'établir à 1.096.651 millions en 2021, contre 975.515 millions, une année plus tôt.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs en 2021 se sont traduits par un repli de 116.629 millions du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à 124.083 millions en 2021, contre 240.712 millions en 2020. Cette évolution résulte d'une hausse de 91.626 millions du déficit courant, d'une augmentation de 50.265 millions du solde du compte de capital et d'une dégradation de 75.431 millions des flux nets au titre du compte financier.

---

<sup>1</sup>Il s'agit du PIB calculé conformément au Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008, avec 2016, comme nouvelle année de base.

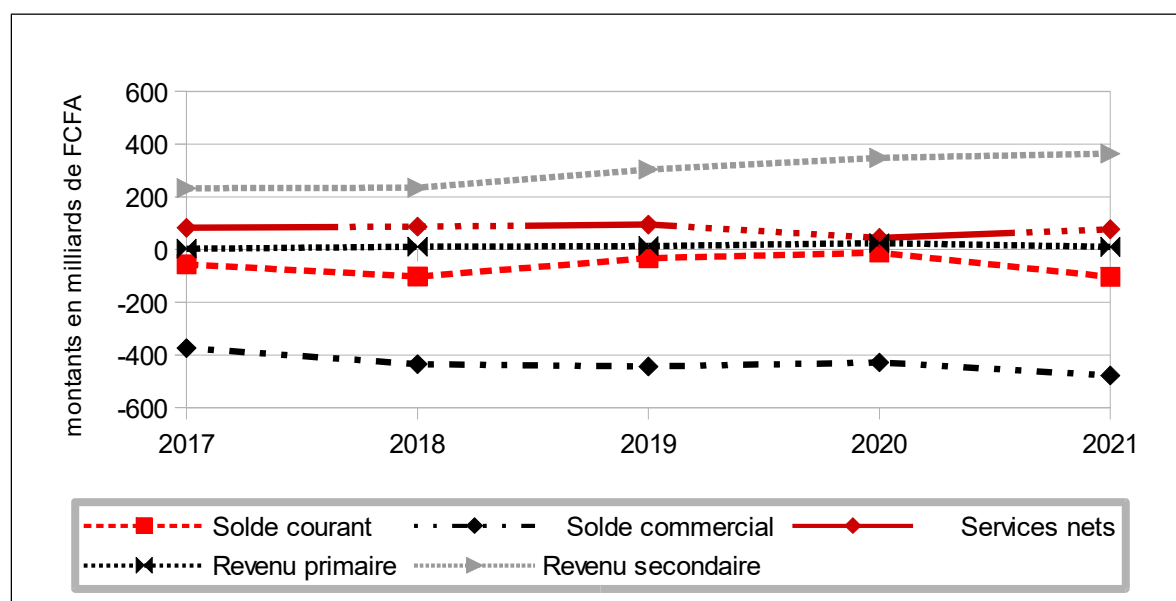


## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2021 les transactions courantes du Togo se sont soldées par un déficit de 103.563 millions, en hausse de 91.626 millions par rapport au déficit de 11.936 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte de l'augmentation de 126.363 millions du déficit de la balance des biens et la baisse de 14.271 millions du solde excédentaire du revenu primaire, atténuées par la consolidation des soldes des services (+32.954 millions) et du revenu secondaire (+16.053 millions).

**Graphique 2 - Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes**



Source : BCEAO

**Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Biens et Services	-291 486	-347 717	-348 971	-384 278	-477 687	24,3%
Biens	-373 810	-434 622	-443 465	-428 175	-554 538	29,5%
Services	82 324	86 905	94 494	43 896	76 851	75,1%
Revenu primaire	2 902	10 742	12 962	24 609	10 339	-58,0%
Revenu secondaire	232 467	234 300	303 524	347 733	363 786	4,6%
<b>Balance courante</b>	<b>-56 117</b>	<b>-102 675</b>	<b>-32 485</b>	<b>-11 936</b>	<b>-103 563</b>	<b>767,6%</b>
<b>Balance courante hors dons publics</b>	<b>-116 936</b>	<b>-135 858</b>	<b>-94 553</b>	<b>-49 131</b>	<b>-104 563</b>	<b>112,8%</b>
PIB Nominal	3 708 901	3 904 353	4 097 073	4 253 191	4 621 478	8,7%
<b>Solde courant rapporté au PIB</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-2,0<sup>(*)</sup></b>
<b>Solde courant hors dons publics rapporté au PIB</b>	<b>-3,2%</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-1,1<sup>(*)</sup></b>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'octobre 2022)

Le déficit courant a représenté 2,2% du PIB en 2021, contre 0,3% en 2020.

---

Hors dons officiels, le déficit courant s'est chiffré à 2,3% du PIB, contre 1,2% en 2020 sous l'effet conjugué :

- de l'accroissement des exportations de biens (+3,7%) ;
- de la hausse des importations de biens (+13,6%) ;
- de l'augmentation du solde excédentaire des services (+75,1%) ;
- de la régression du solde excédentaire du compte de revenu primaire (-58,0%) ;
- de la progression du solde excédentaire du compte de revenu secondaire (+4,6%).

## I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est ressortie déficitaire en 2021. Ce déficit s'est établi à 554.538 millions, en aggravation de 29,5% par rapport aux 428.175 millions de l'année 2020. Cette évolution résulte de l'augmentation de 13,6% des importations de biens, atténuée par l'accroissement de 3,7% des exportations de biens.

Le taux de couverture des importations par les exportations, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations a baissé de 5,4 points de pourcentage, en s'établissant à 56,5% en 2021, contre 61,9% en 2020.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau des échanges d'une économie avec le reste du monde, s'établit à 21,6% en 2021, contre 21,4% en 2020. Il s'est amélioré de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2020, en raison de l'évolution favorable des transactions du Togo avec l'extérieur (exportations et importations) plus importante que l'accroissement du PIB, en termes nominaux. En effet, au cours de la période sous revue, le PIB nominal progresserait de 8,7% alors que les exportations et importations ont globalement enregistré un accroissement de 9,8%.

**Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Exportations (X)	591 458	600 446	618 200	694 988	720 833	3,7%
Importations (M)	965 268	1 035 068	1 061 666	1 123 163	1 275 371	13,6%
<b>Balance des biens</b>	<b>-373 810</b>	<b>-434 622</b>	<b>-443 465</b>	<b>-428 175</b>	<b>-554 538</b>	<b>29,5%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 708 901	3 904 353	4 097 073	4 253 191	4 621 478	8,7%
<b>Taux de couverture (X)/(M)</b>	<b>61,3%</b>	<b>58,0%</b>	<b>58,2%</b>	<b>61,9%</b>	<b>56,5%</b>	<b>-5,4<sup>(*)</sup></b>
<b>Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB</b>	<b>21,0%</b>	<b>20,9%</b>	<b>20,5%</b>	<b>21,4%</b>	<b>21,6%</b>	<b>0,2<sup>(*)</sup></b>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'octobre 2022)

### I.1.1- Exportations de biens

#### I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2021 se sont chiffrées à 720.833 millions, en hausse de 3,7% par rapport aux 694.988 millions enregistrés en 2020.

Ces exportations concernent uniquement les marchandises générales.

Au cours de l'année sous revue, il n'y a pas eu d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et d'or non monétaire.

**Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	571 354	590 285	618 200	694 988	720 833	3,7%
Commerce général (a)	485 401	510 794	528 728	563 320	598 354	6,2%
Ajustements (b)	85 953	79 491	89 473	131 668	122 479	-7,0%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	0	0	0	-
Or non monétaire (3)	20 104	10 161	0	0	0	-
<b>TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)</b>	<b>591 458</b>	<b>600 446</b>	<b>618 200</b>	<b>694 988</b>	<b>720 833</b>	<b>3,7%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 708 901	3 904 353	4 097 073	4 253 191	4 621 478	8,7%
Exportations de biens / PIB	15,9%	15,4%	15,1%	16,3%	15,6%	-0,7 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'octobre 2022)

Le service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens est ressorti à 5,4% en 2021, en accroissement de 0,6 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2020. Ce ratio, qui permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement du service de la dette extérieure face à un choc sur les recettes d'exportation, est largement en dessous du seuil plafond de vulnérabilité fixé à 20%, pour les pays à qualité de politiques et institutions moyenne.

**Tableau 4- Evolution du service de la dette et des exportations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 20/19
Service de la dette extérieure	50 224	42 257	47 237	33 247	39 054	17,5%
Exportations de biens	591 458	600 446	618 200	694 988	720 833	3,7%
Service de la dette extérieure/Exportations de biens (en %)	8,5	7,0	7,6	4,8	5,4	0,6 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : Direction de la Dette Publique et du Financement, BCEAO

### I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées se sont chiffrées en 2021 à 720.833 millions, en hausse de 3,7% par rapport aux 694.988 millions de 2020.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général produites, sur la base des statistiques douanières, par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de la balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 598.354 millions en 2021, en accroissement de 6,2% par rapport aux 563.320 millions de 2020. Les ajustements se sont chiffrés à 122.479 millions en 2021, en diminution de 7,0% par rapport aux 131.668 millions de 2020. Ces ajustements ont concerné, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, ainsi que l'estimation du commerce non contrôlé et la prise en compte de l'exportation de l'électricité.

**Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Commerce général	485 401	510 794	528 728	563 320	598 354	6,2%
Ajustements	85 953	79 491	89 473	131 668	122 479	-7,0%
Ajustements de valeur	4 572	9 804	-1 557	-273	8 446	-3 196,3%
Ajustements de chronologie	-8 398	-3 413	998	1 525	-23 264	-1 625,1%
Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)	89 779	73 101	90 032	130 415	137 296	5,3%
<b>Marchandises générales</b>	<b>571 354</b>	<b>590 285</b>	<b>618 200</b>	<b>694 988</b>	<b>720 833</b>	<b>3,7%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

La méthode d'estimation des ajustements est présentée dans l'encadré 1 ci-après.

**Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements**

Des ajustements de valeurs, de chronologie et de champ couvert sont opérés sur les statistiques du commerce extérieur, recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), pour le passage aux données enregistrées en balance des paiements.

**1. Ajustements de valeurs**

Pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne (pondérée des quantités exportées) des prix déclarés par les opérateurs économiques. L'écart entre le prix de marché et le prix obtenu des statistiques du commerce extérieur, appliqué aux quantités retracées dans le commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs issues des statistiques du commerce extérieur.

Pour l'année 2021, les ajustements de valeurs ont porté sur 8.446 millions, contre -273 millions une année plus tôt.

Le détail de ces ajustements est retracé dans le tableau ci-après.

*Tableau i : Ajustements de valeurs*

Produits	PRIX MOYEN A LA TONNE (en FCFA)			Tonnage du commerce extérieur (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	749 841	724 427	25 414	2 878	73 140 690
Cacao	1 221 486	1 201 681	19 804	6 763	133 941 987
Coton fibre	996 110	970 458	25 653	37 165	953 400 145
Ciments	48 045	46 478	1 567	42 568	66 715 268
Clinker	39 496	37 428	2 068	972 808	2 011 558 693
Phosphates	43 995	41 012	2 983	1 745 938	5 207 689 664
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en FCFA)</b>					<b>8 446 446 446</b>
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en millions de FCFA)</b>					<b>8 446</b>

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

## 2. Ajustements de chronologie

Ces ajustements sont fondés sur le fait que les statistiques du commerce extérieur recensent les déclarations en douane liquidées de l'année, tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année. La date de chaque opération est celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur.

Les ajustements de chronologie permettent en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant des décalages de dates d'enregistrement de certaines transactions par les Services douaniers et les opérateurs économiques. L'écart entre les quantités déclarées par les opérateurs et celles obtenues du commerce extérieur, appliqué aux prix du commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs contenues dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour 2021, ces ajustements se sont établis à -23.264 millions (contre 1.525 millions en 2020), selon le calcul ci-après.

*Tableau ii : Ajustements de chronologie*

Produits	TONNAGE (en tonne)			Prix moyen à la tonne en FCFA des Exportateurs (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	1 952	2 878	-926	749 841	-694 660 765
Cacao	4 927	6 763	-1 836	1 221 486	-2 242 511 956
Ciments	54 489	42 568	11 921	48 045	572 750 132
Clinker	971 791	972 808	-1 018	39 496	-40 192 914
Phosphates	1 389 811	1 745 938	-356 127	43 995	-15 667 697 678
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en FCFA)</b>					<b>-23 263 531 287</b>
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en millions de FCFA)</b>					<b>-23 264</b>

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

## 3. Ajustements de champ couvert

Les ajustements de champ couvert permettent de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (exemple : déduction des importations des Ambassades). Il est également procédé sous cette rubrique, la prise en compte du commerce non contrôlé.

L'estimation du commerce non contrôlé, telle que ressortie des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA de 2021 est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau iii : Exportations et importations non contrôlées du Togo (en millions de FCFA)**

Pays	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)
BENIN	64 377	105 904	41 527	2 701	18 802	16 101
BURKINA	85 476	106 422	20 946	4 645	21 005	16 361
COTE D'IVOIRE	46 466	49 611	3 145	17 291	30 940	13 650
GUINEE BISSAU	278	358	81	1 680	292	-1 388
MALI	66 437	127 239	60 802	114	9 810	9 696
NIGER	48 144	50 346	2 201	143	6 790	6 648
SENEGAL	25 927	34 522	8 594	9 872	14 869	4 996
<b>TOTAL</b>	<b>337 106</b>	<b>474 402</b>	<b>137 296</b>	<b>36 445</b>	<b>102 509</b>	<b>66 064</b>

Sources : INSEED et BCEAO

En 2021, les exportations non contrôlées se sont chiffrées à 137.296 millions et les importations non contrôlées à 66.064 millions.

Après ajustement des données du commerce général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se chiffrent à 15,1%.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les Services douaniers.

La synthèse des ajustements est présentée dans le tableau ci-après.

**Tableau iv : Synthèse des ajustements**

LIBELLES	2020			2021			Variations 2021/2020		
	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
<b>A- COMMERCE GÉNÉRAL - INSEED</b>	563 320	1 177 504	-614 184	598 354	1 382 274	-783 920	6,2%	17,4%	-182,3%
Corrections sur importations et ré-exportations de produits pétroliers (a)	0	0	0	0	0	0			
Enregistrements à exclure des exportations (coton en transit au Togo) (b)			0			0			
Régimes et produits à exclure pour ajustement de champ statistique (c)	0	0	0	0	0	0			
- Privilèges diplomatiques			0			0			
- Entrée en zone franche et sortie de zone franche, de produits nationaux	0	0	0	0	0	0			
- Avitaillements (à imputer aux autres biens)			0			0			
- Or non monétaire (à imputer au poste or non monétaire de la BDP)	0	0	0	0	0	0			
<b>B- COMMERCE GÉNÉRAL - BDP (A-a-b-c)</b>	563 320	1 177 504	-614 184	598 354	1 382 274	-783 920	6,2%	17,4%	-183,5%
Autres ajustements (d)	131 668	-54 342	186 010	122 479	-106 903	229 383	-7,0%	96,7%	-2 790,8%
Ajustements pour fret et assurance		-177 803	177 803		-208 723	208 723		17,4%	-239,0%
Ajustement chronologique - Tableau ii	1 525		1 525	-23 264		-23 264	-1 625,1%		
Ajustements de valeurs - Tableau i	-273		-273	8 446		8 446	-3 196,3%		
Commerce non repris ailleurs	130 415	123 461	11 654	137 296	101 820	35 476	5,3%	-17,5%	-74,9%
CEB (importation et exportation d'électricité)	63 551	64 023	-472	427	34 329	-33 902	-99,3%	-46,4%	-143,7%
Exportations non contrôlées (Tableau iii)	66 864		66 864	136 869		136 869	104,7%		
Importations non contrôlées (Tableau iii)		59 438	-54 738		66 064	-66 064		11,1%	-203,1%
<b>C-TOTAL MARCHANDISES GÉNÉRALES FOB EN BDP (C=B+d)</b>	694 988,0	1 123 163	-428 175	720 833	1 275 371	-554 538	3,7%	13,6%	-159,6%
IMPORTATIONS TOTALES EN VALEUR CAF		1 296 265			1 484 094			26,2%	

Sources : INSEED et BCEAO

En somme, il est ressorti de ce qui précède que le total des ajustements sur les exportations s'est chiffré à 122.479 millions en 2021, en repli de 7,0% par rapport aux 131.668 millions de 2020. Concernant les importations de 2021, les coûts de l'assurance et du fret sont évalués à 208.723 millions et le commerce non contrôlé (y compris les achats d'électricité) à 101.820 millions, contre respectivement 177.803 millions et 123.461 millions en 2020.



La progression des exportations en 2021 est impulsée essentiellement par les produits miniers, pétroliers, industriels ainsi que les autres produits d'exportation.

**Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Produits agricoles	88 579	101 197	110 705	122 460	111 164	-9,2%
Produits miniers	90 707	99 522	91 320	95 102	108 015	13,6%
Produits pétroliers	41 897	46 205	37 527	34 008	40 054	17,8%
Produits industriels	229 191	233 563	249 462	267 746	284 545	6,3%
Autres produits	35 028	30 307	39 713	44 004	54 575	24,0%
<b>Commerce général</b>	<b>485 401</b>	<b>510 794</b>	<b>528 728</b>	<b>563 320</b>	<b>598 354</b>	<b>6,2%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres matières premières agricoles (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

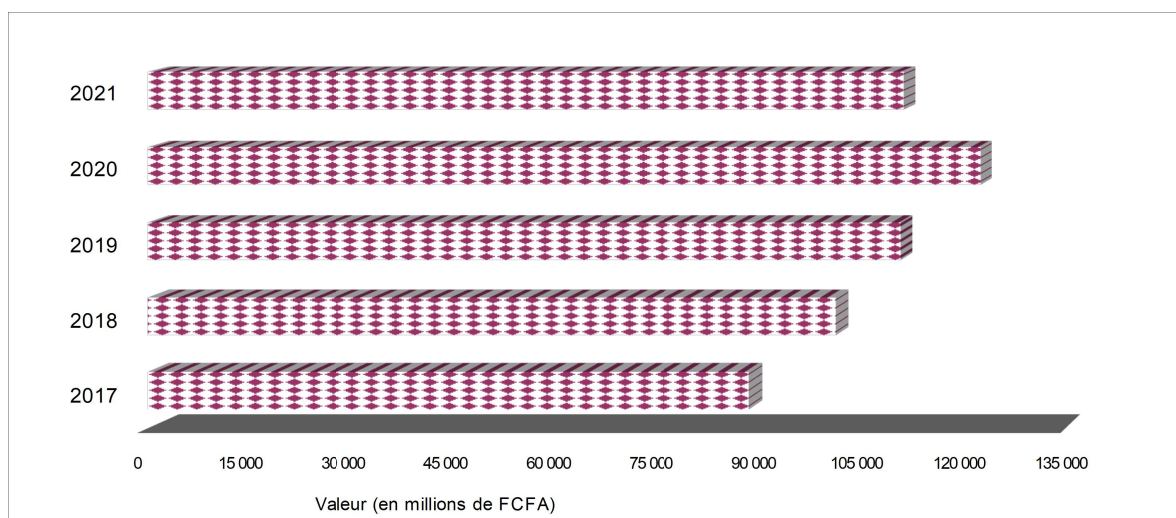
**Tableau 7- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Cacao	3 125	5 084	5 947	8 426	8 127	-3,5%
Café	1 482	6 679	5 131	3 367	2 085	-38,1%
Coton fibre	42 281	49 075	57 311	36 479	36 068	-1,1%
Autres matières premières agricoles	4 711	1 208	1 425	2 255	1 394	-38,2%
Produits alimentaires d'origine végétale	36 980	39 151	40 892	71 934	63 490	-11,7%
<b>Produits agricoles</b>	<b>88 579</b>	<b>101 197</b>	<b>110 705</b>	<b>122 460</b>	<b>111 164</b>	<b>-9,2%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

En 2021, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 111.164 millions, en repli de 9,2% par rapport aux 122.460 millions enregistrés en 2020. Cette baisse est essentiellement due à la régression des exportations de tous les produits et groupes de produits agricoles.

**Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)**



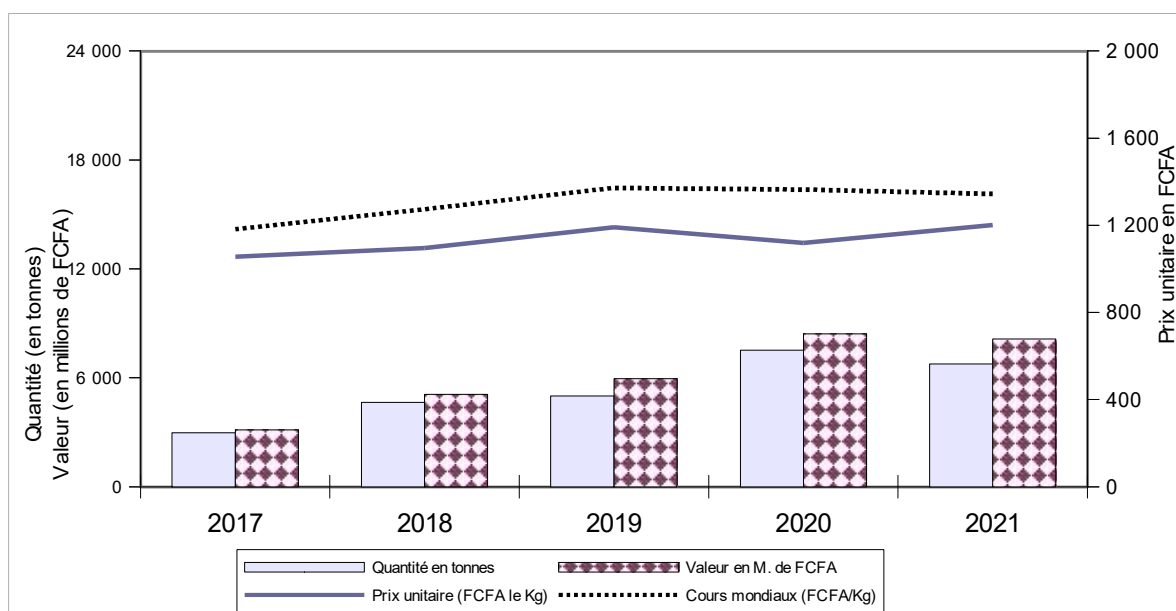
Sources : BCEAO et INSEED

### 1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2021, les exportations de cacao ont généré des recettes de 8.127 millions, en baisse de 3,5% par rapport aux 8.426 millions enregistrés une année plus tôt.

La quantité exportée a également diminué de 10,1%, en passant de 7.526 tonnes en 2020 à 6.763 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'orientation défavorable de la demande.

**Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur**



Source : INSEED

Quant au prix moyen de cession du cacao, il passe de 1.120 FCFA le kilogramme en 2020 à 1.202 FCFA le kilogramme en 2021, soit un accroissement de 7,3%.

Sur le marché international, le cours du cacao a connu une baisse de 1,5% en 2021, par rapport à 2020. En effet, le cours du cacao s'est établi, en moyenne, à 1.345 FCFA/kg en 2021, contre 1.366 FCFA/kg en 2020, en relation avec la morosité de la demande mondiale du fait des effets négatifs de la pandémie de la COVID-19, renforcée par l'affaiblissement du dollar.

En 2021, les principaux clients du Togo ont été la Chine, l'Espagne et l'Italie.

**Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté**

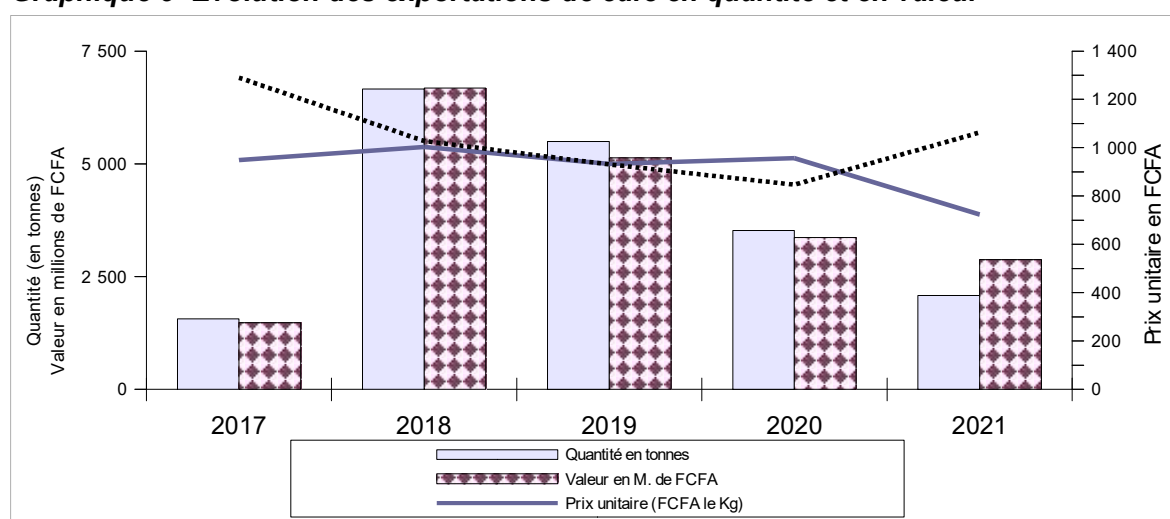
CACAO	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Quantité (tonnes)	2 961	4 638	4 992	7 526	6 763	-10,1%
Valeur (millions de FCFA)	3 125	5 084	5 947	8 426	8 127	-3,5%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 055	1 096	1 191	1 120	1 202	7,3%

Source : INSEED

### I.1.1.2.1.2- Café

En 2021, les recettes d'exportation de café se sont inscrites en baisse de 38,1% en s'établissant à 2.085 millions, contre 3.367 millions en 2020, en liaison avec la régression de 18,2% de la quantité exportée, dans un contexte de repli de 10,5% de la collecte (2.432 tonnes en 2020 et 2.178 tonnes en 2021). La diminution de la quantité de café collectée en 2021 est liée à des conditions climatiques peu favorables dans la plupart des zones de production.

**Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur**



Sources : CCFCC et INSEED

Le prix moyen de cession a diminué de 24,3% pour s'établir à 724 FCFA le kilogramme en 2021, contre 957 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

Quant au cours du café sur le marché international, il s'est établi à 1.063 FCFA le kilogramme en 2021, contre 846 FCFA le kilogramme une année plus tôt, soit un accroissement de 25,5%. Cette évolution est en relation notamment avec des prévisions d'offre réduite au Brésil et en Colombie, respectivement premier et troisième producteurs mondiaux, confronté aux conditions climatiques défavorables.

En 2021, le principal client du Togo a été le Mali et le Maroc.

**Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de café exporté**

CAFE	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Quantité (tonnes)	1 563	6 663	5 497	3 519	2 878	-18,2%
Valeur (millions de FCFA)	1 482	6 679	5 131	3 367	2 085	-38,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	948	1 003	933	957	724	-24,3%

Source : INSEED

### 1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

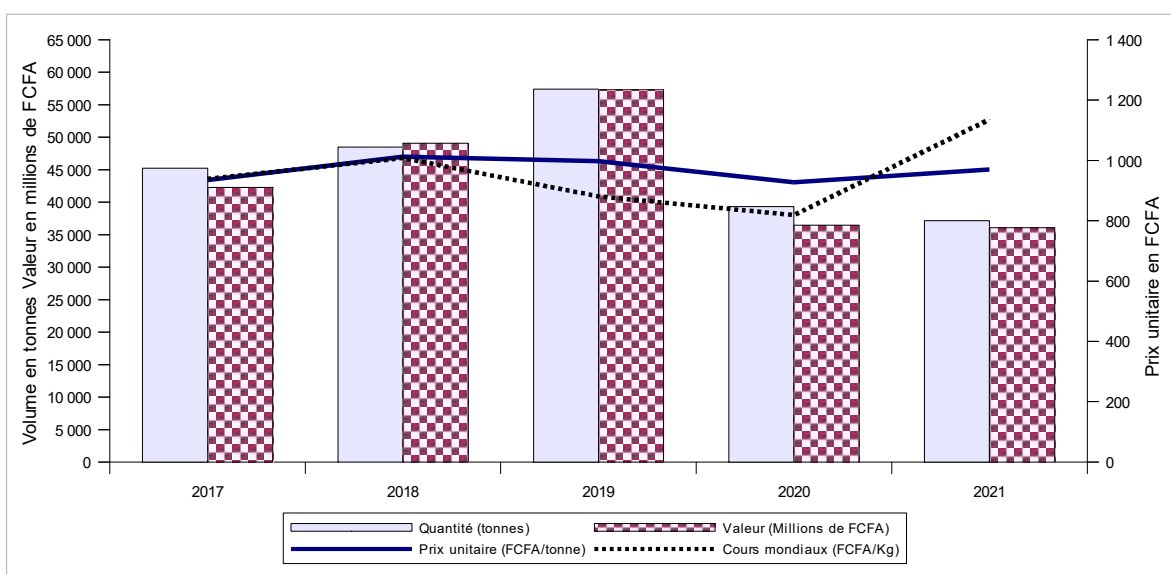
La valeur des exportations de coton-fibre a enregistré une diminution de 1,1% en se chiffrant à 36.068 millions en 2021, contre 36.479 millions en 2020.

Cette évolution est liée à la baisse de 5,5% de la quantité exportée, en relation avec l'orientation défavorable de la demande.

Le prix moyen de cession a augmenté de 4,7% pour ressortir à 970 FCFA le kilogramme, contre 927 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

Sur le marché international, le cours du coton a aussi connu, entre 2020 et 2021, une hausse de 38,7%, pour s'établir à 1.136 FCFA le kilogramme, contre 819 FCFA le kilogramme en 2020. L'accroissement du cours du coton est consécutif à une demande toujours ferme et une offre étroite

**Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur**



Source : INSEED

En 2021, le coton-fibre a principalement été écoulé vers l'Asie (Bangladesh, Chine, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Turquie et Vietnam).

**Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté**

<b>COTON FIBRE</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Var 21/20</b>
Quantité (tonnes)	45 241	48 493	57 415	39 341	37 165	-5,5%
Valeur (millions de FCFA)	42 281	49 075	57 311	36 479	36 068	-1,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	935	1 012	998	927	970	4,7%

Source : INSEED

#### **I.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles**

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2021, diverses matières premières d'origine végétale, notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont diminué de 38,2% en s'établissant à 1.394 millions en 2021, contre 2.255 millions en 2020.

Les graines de coton ont principalement été écoulées vers le Burkina et le Vietnam et le bois vers l'Asie (Inde) .

**Tableau 11- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)**

<b>Libellés</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Var 21/20</b>
Amandes de palme	0	2	5	7	2	-69,3%
Graines de coton	3 745	731	836	1 525	470	-69,2%
Arachides en coques	32	61	58	5	0	-100,0%
Bois	934	414	526	718	922	28,4%
<b>ENSEMBLE</b>	<b>4 711</b>	<b>1 208</b>	<b>1 425</b>	<b>2 255</b>	<b>1 394</b>	<b>-38,2%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

#### **I.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale**

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2021, les exportations de ces produits se sont inscrites en baisse de 11,7%, en s'établissant à 63.490 millions, contre 71.934 millions en 2020. Cette progression est essentiellement imputable à la diminution de 35,2% des exportations des légumes et fruits. Sur la période, les ventes extérieures des céréales et farines ont augmenté de 47,8%.

Les oléagineux, composés essentiellement de l'huile de palme et ses fractions (même raffinées, mais non chimiquement modifiées), des arachides (non grillées ni autrement cuites), des fèves de soja et des autres graines et fruits oléagineux, ont été principalement écoulés vers la CEDEAO (Ghana, Niger, Sénégal), l'Union Européenne (France), la Chine et l'Inde.

Les céréales et farines ont été exportées vers l'UEMOA (Burkina et Niger).

Pour les légumes et fruits, les principaux pays destinataires en 2021 ont été la France et l'Inde.

**Tableau 12- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)**

Libellés	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Oléagineux	30 694	27 197	31 324	61 416	51 641	-15,9%
Céréales et farines	1 579	2 756	2 461	6 005	8 875	47,8%
Piments et épices	1	3	1	0	11	-
Légumes et fruits	4 578	9 062	6 986	4 385	2 843	-35,2%
Fleurs et boutures	14	15	26	35	33	-7,4%
Divers	114	117	93	92	87	-5,0%
<b>TOTAL</b>	<b>36 980</b>	<b>39 151</b>	<b>40 892</b>	<b>71 934</b>	<b>63 490</b>	<b>-11,7%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur les phosphates et le clinker. En 2021, elles ont globalement augmenté de 13,6%, en s'établissant à 108.015 millions, contre 95.102 millions en 2020.

**Tableau 13- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)**

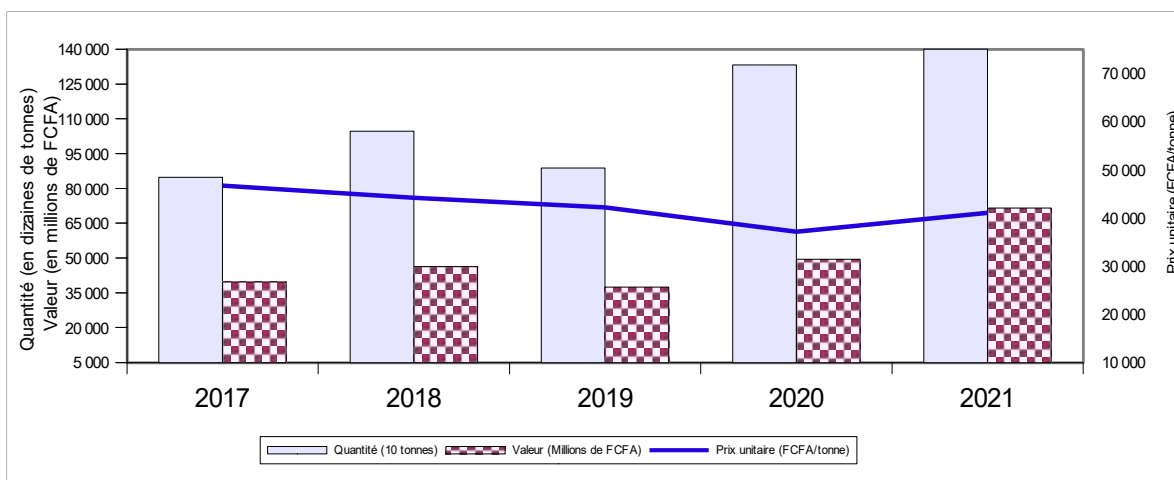
Libellés	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Phosphates	39 603	46 211	37 442	49 447	71 604	44,8%
Clinker	51 104	53 311	53 878	45 655	36 411	-20,2%
<b>TOTAL</b>	<b>90 707</b>	<b>99 522</b>	<b>91 320</b>	<b>95 102</b>	<b>108 015</b>	<b>13,6%</b>

Sources : INSEED et BCEAO

#### I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont augmenté de 44,8% en 2021, en passant de 49.447 millions en 2020 à 71.604 millions une année plus tard. Cette évolution fait suite à l'accroissement de 31,1% de la quantité exportée, en relation avec la demande extérieure.

**Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en quantité et en valeur**



Sources : INSEED et BCEAO

**Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés**

PHOSPHATES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Quantité (tonnes)	848 141	1 045 837	888 305	1 332 101	1 745 938	31,1%
Valeur (millions de FCFA)	39 603	46 211	37 442	49 447	71 604	44,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	46 694	44 186	42 150	37 120	41 012	10,5%

Sources : INSEED et BCEAO

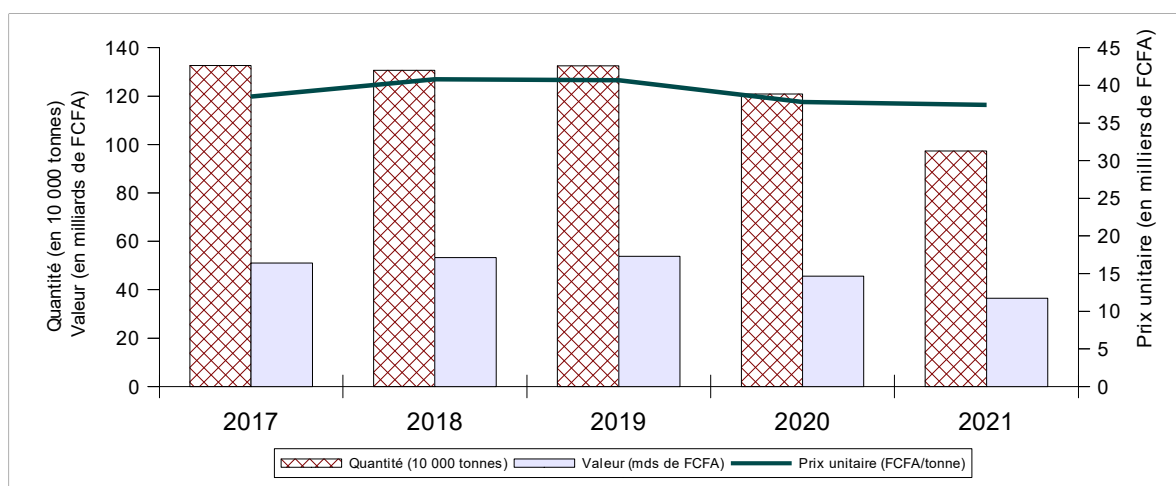
Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2021, suivi de l'Australie et des Philippines.

#### 1.1.1.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker s'établissent à 36.411 millions en 2021, en régression de 20,2% par rapport aux 45.655 millions enregistrés en 2020. Cette évolution est principalement induite par la baisse de la demande extérieure.

Quant au prix moyen de vente, il est ressorti à 37.428 FCFA la tonne, contre 37.794 FCFA la tonne une année plus tôt.

**Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et valeur**



Sources : INSEED et BCEAO

**Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté**

CLINKER	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Quantité (tonnes)	1 326 399	1 307 301	1 324 832	1 207 970	972 808	-19,5%
Valeur (millions de FCFA)	51 104	53 311	53 878	45 655	36 411	-20,2%
Prix moyen (FCFA/tonne)	38 529	40 779	40 668	37 794	37 428	-1,0%

Sources : INSEED et BCEAO

En 2021, le Bénin, le Burkina et le Ghana ont été les pays importateurs du clinker togolais.

#### 1.1.1.2.2.3- Minerais de fer

Aucune exportation de minerais de fer n'a été réalisée en 2021, une situation qui prévaut depuis 2016, en raison de la cessation d'activité de la société productrice.

### 1.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 40.054 millions en 2021, contre 34.008 millions en 2020, soit une hausse de 17,8%.

Les réexportations de produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria), du Cameroun et de l'Union Européenne (France).

Pour l'essentiel de ces transactions, il s'agit d'avitaillement d'aéronefs et de navires.

**Tableau 16- Evolution des réexportations de produits pétroliers**

Type de produit	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	Var 21/20
Carburéacteur	20 232	24 489	19 620	18 146	21 149	16,5%
Gas-oil	310	781	956	1 628	2 974	82,7%
Huiles de moteur à 2 temps	11	3	14	40	19	-52,0%
Autres	8 204	9 743	8 782	10 312	11 876	15,2%
Bitume de pétrole	13 139	11 188	8 156	3 881	4 035	4,0%
<b>Ensemble</b>	<b>41 897</b>	<b>46 205</b>	<b>37 527</b>	<b>34 008</b>	<b>40 054</b>	<b>17,8%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### 1.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles et d'articles d'habillement, de produits chimiques, ainsi que de machines et matériels de transport.

**Tableau 17- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Ciment	4 000	4 497	1 710	1 211	1 978	63,4%
Produits sidérurgiques	12 413	17 078	12 002	12 049	12 267	1,8%
Produits alimentaires	42 659	36 090	47 665	54 835	65 757	19,9%
Textiles et articles d'habillement	22 901	22 637	24 594	21 047	24 666	17,2%
Produits chimiques	38 435	43 149	52 994	56 293	45 316	-19,5%
Machines et matériels de transport	50 873	52 061	48 089	57 478	69 353	20,7%
Autres produits manufacturés	57 909	58 051	62 407	64 833	65 208	0,6%
<b>Produits industriels</b>	<b>229 191</b>	<b>233 563</b>	<b>249 462</b>	<b>267 746</b>	<b>284 545</b>	<b>6,3%</b>

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

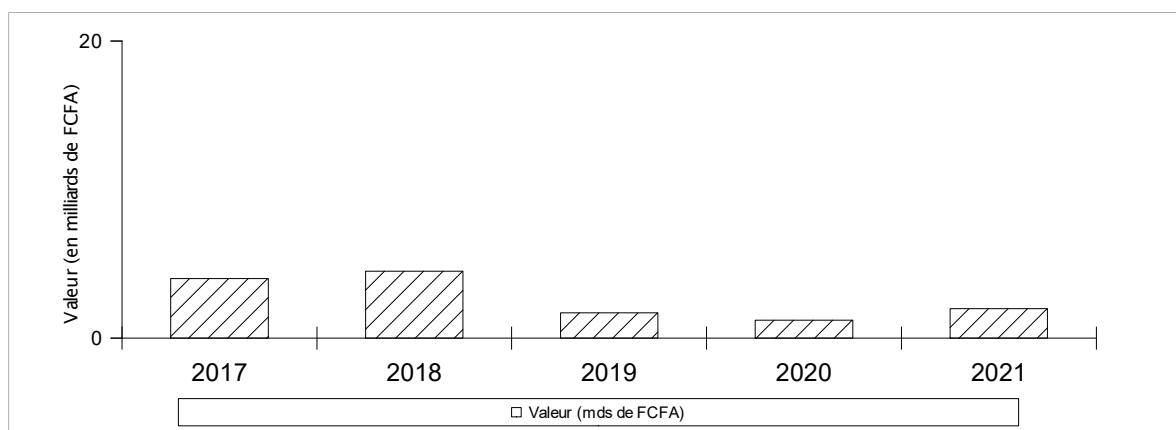
En 2021, la valeur des exportations de produits industriels s'est établie à 284.545 millions, en augmentation de 6,3% par rapport aux 267.746 millions de 2020, en raison principalement des hausses enregistrées au niveau des groupes de produits : « Ciment » (+63,4%), « Produits alimentaires » (+19,9%), « Textiles et articles d'habillement » (+17,2%) et « Machines et matériels de transport » (+20,7%).

#### 1.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment ont progressé de 63,4% en 2021 en s'établissant à 1.978 millions, contre 1.211 millions une année plus tôt.



### Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en valeur



Source : INSEED

Le principal pays acheteur du ciment togolais en 2021 est le Niger.

### Tableau 18- Evolution des exportations de ciment en valeur

CIMENT	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Valeur (millions de FCFA)	4 000	4 497	1 710	1 211	1 978	63,4%

Sources : INSEED

#### I.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton et les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2021, les exportations de produits sidérurgiques ont augmenté de 1,8% en s'établissant à 12.267 millions, contre 12.049 millions en 2020.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali et Niger).

#### I.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une hausse de 19,9% en s'établissant à 65.757 millions en 2021, contre 54.835 millions en 2020. Cet accroissement des ventes extérieures est principalement porté par les vins de raisins frais (+2 425 millions), les sucreries (+2 173 millions), les bières de malt (+1 889 millions), le lait et crème de lait (+1 623 millions) et les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées (+1 162 millions).

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Sénégal), ainsi que le Ghana et la Guinée.

---

#### ***1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement***

En 2021, les exportations de ces produits se sont chiffrées à 24.666 millions, en hausse de 17,2% par rapport aux 21.047 millions enregistrés une année plus tôt.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire et Sénégal) et le Ghana.

#### ***1.1.1.2.4.5- Produits chimiques***

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont régressé de 19,5%, en passant de 56.293 millions en 2020 à 45.316 millions une année plus tard. La baisse des ventes extérieures des produits chimiques est principalement portée par les Produits de beauté ou de maquillage (-7.948 millions).

En 2021, les principaux clients du Togo ont été les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal).

#### ***1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport***

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules, les motocycles et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2021 une hausse de 20,7% en se chiffrant à 69.353 millions, contre 57.478 millions en 2020, en relation essentiellement avec la hausse de 21,8% (+8.896 millions) de réexportation de motocycles.

Les machines et matériels de transport ont été principalement exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Niger), ainsi que la France et le Ghana.

#### ***1.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés***

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques, ainsi que les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Les exportations de ces produits ont progressé de 0,6% en s'établissant à 65.208 millions en 2021, contre 64.833 millions en 2020.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Niger), les États-Unis et la France.

#### ***1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international<sup>2</sup>***

En 2021, aucune transaction dans le cadre du négoce international n'a été effectuée.

#### ***1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire***

Les exportations d'or non monétaire concernent l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

En 2021, aucune transaction sur l'or n'est réalisée, tout comme en 2019 et 2020.

---

<sup>2</sup> *Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.*

**Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté**

OR NON MONETAIRE	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 20/19
Volume (tonnes)	20,0	10,1	0	0	0	-
Valeur (millions de FCFA)	20 104	10 161	0	0	0	-
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	1 007	1 008	-	-	-	-

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

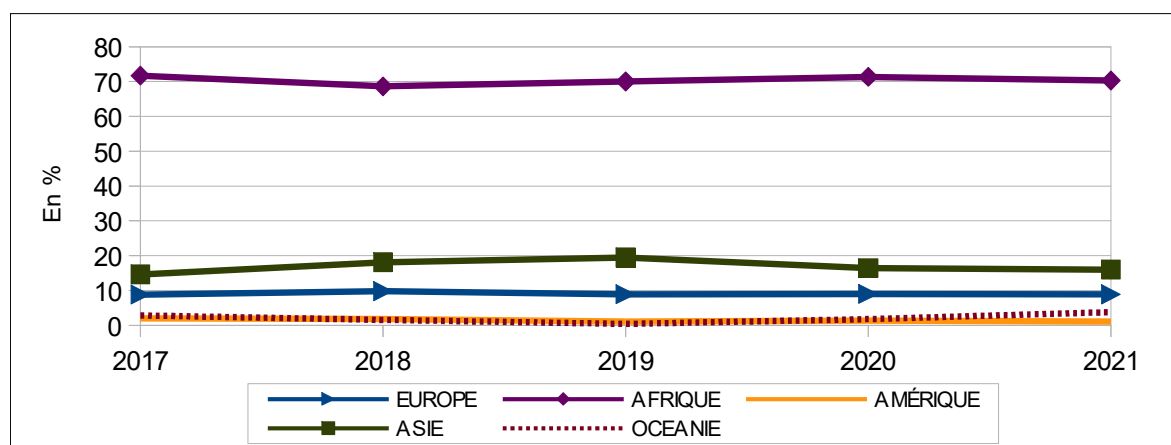
Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2021, indique l'Afrique (70,3%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (16,0%), de l'Europe (8,9%), de l'Océanie (3,8%) et de l'Amérique (1,1%).

**Tableau 20- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)**

	2017	Part / total	2018	Part / total	2019	Part / total	2020	Part / total	2021	Part / total	Var 21/20
EUROPE	42 853	8,8%	50 132	9,8%	47 287	8,9%	50 958	9,0%	53 223	8,9%	4,4%
AFRIQUE	348 083	71,7%	350 549	68,6%	370 281	70,0%	401 886	71,3%	420 621	70,3%	4,7%
AMÉRIQUE	9 712	2,0%	9 307	1,8%	5 852	1,1%	7 782	1,4%	6 371	1,1%	-18,1%
ASIE	70 941	14,6%	92 720	18,2%	103 038	19,5%	92 652	16,4%	95 471	16,0%	3,0%
OCEANIE	13 812	2,8%	8 086	1,6%	2 270	0,4%	10 041	1,8%	22 667	3,8%	125,7%
<b>TOTAL</b>	<b>485 401</b>	<b>100,0%</b>	<b>510 794</b>	<b>100,0%</b>	<b>528 728</b>	<b>100,0%</b>	<b>563 320</b>	<b>100,0%</b>	<b>598 354</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,20%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

**Graphique 10- Evolution des parts relatives des exportations par zone géographique (en %)**



Sources : BCEAO et INSEED

En 2021, les exportations à destination de l'Afrique ont augmenté de 4,7%, en passant de 401.886 millions en 2020 à 420.621 millions une année plus tard, du fait principalement de l'accroissement des ventes extérieures des produits ci-après : Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles (+13 106 millions) et Motocycles (y compris les cyclomoteurs) (+8 299 millions).

En 2021, les principaux produits exportés par le Togo vers les pays africains sont les suivants :

- Motocycles (y compris les cyclomoteurs), vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger ;
- Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, vers le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger ;
- Produits de beauté ou de maquillage, vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal ;
- Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), vers le Bénin, le Burkina, le Ghana et le Niger ;
- Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, vers le Ghana, le Niger et le Sénégal ;
- Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux, vers le Bénin, le Burkina et le Ghana ;
- Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, vers le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger ;
- Tissus de coton, vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal ;
- Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, vers le Bénin, le Burkina, le Ghana et le Mali ;
- Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vers le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Mali ;
- Ouvrages en matières plastiques, vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ;
- Tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes ; matières à tresser, tresses et articles similaires en matières à tresser, tissés ou parallélisés, à plat, même finis (nattes, paillasons et claies, par exemple), vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ;
- Bières de malt, vers le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger ;
- Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc), vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal ;
- Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcoolisées, vers le Ghana ;
- Farines de froment (blé) ou de méteil, vers le Burkina et le Niger ;
- Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, vers la Côte d'Ivoire, le Niger et le Nigeria ;
- Articles de friperie, vers la Côte d'Ivoire et le Nigeria ;
- Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, vers le Nigeria ;
- Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, vers le Mali et le Niger ;
- Parties des appareils, vers la Côte d'Ivoire ;
- Marbres, travertins, écaussines et autres pierres calcaires, vers le Ghana.

En Afrique, les principaux pays partenaires du Togo en 2021 sont ceux de la CEDEAO avec 97,4% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (20,2%) avec les ciments hydrauliques (dits « clinkers »), les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, le lait et la crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, les autres ouvrages en matières plastiques, les farines de froment (blé) ou de méteil, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, les bières de malt, les tresses et articles similaires en matières à tresser, l'huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, ainsi que les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés ;
- le Mali (15,8%), avec les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes; matières à tresser, le lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les autres ouvrages en matières plastiques, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, les autres barres en fer ou en aciers non alliés. Les bières de malt., l'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool , ainsi que les pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni; couscous, même préparé ;
- le Bénin (15,3%), avec les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles, les bières de malt, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques, les tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes; matières à tresser, les autres ouvrages en matières plastiques, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), même colorés, ainsi que les autres barres en fer ou en aciers non alliés ;
- le Ghana (12,4%), avec les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), l'huile de palme et ses fractions, les marbres, travertins, écaussines et autres pierres calcaires de taille ou de construction, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, les filets à mailles nouées, en nappes ou en pièces, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages; filets confectionnés pour la pêche et autres filets confectionnés, en matières textiles, les autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, les sacs et sachets d'emballage, ainsi que les autres graisses et huiles végétales ;

- le Niger (11,4%), avec l'huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, les farines de froment (blé) ou de méteil, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, les cyanures, oxycyanures et cyanures complexes, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), les bières de malt, ainsi que le lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ;
- la Côte d'Ivoire (11,0%), avec les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, le lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, les sucreries sans cacao, les parties des appareils, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les autres ouvrages en matières plastiques, les articles de friperie, les autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, ainsi que les vins de raisins frais ;
- le Sénégal (6,2%), avec les tissus de coton, l'huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, ainsi que les sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc) ;
- le Nigeria (4,0%), avec les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, les autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, le coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, ainsi que les articles de friperie.

**Tableau 21- Proportion des exportations en Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>UEMOA</b>	<b>74,7%</b>	<b>76,8%</b>	<b>77,0%</b>	<b>79,4%</b>	<b>80,0%</b>
Bénin	18,0%	17,0%	17,4%	14,0%	15,3%
Burkina	22,5%	24,4%	20,9%	19,3%	20,20%
Côte d'Ivoire	11,1%	12,3%	11,7%	8,9%	11,0%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Mali	7,9%	8,7%	11,8%	18,2%	15,8%
Niger	12,8%	12,7%	13,0%	11,9%	11,4%
Sénégal	2,3%	1,5%	2,1%	7,0%	6,2%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>20,8%</b>	<b>19,8%</b>	<b>18,8%</b>	<b>17,9%</b>	<b>17,4%</b>
Ghana	9,6%	11,0%	12,6%	11,4%	12,4%
Guinée	1,0%	0,7%	0,5%	0,7%	0,7%
Nigeria	9,8%	7,6%	5,6%	5,6%	4,0%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%	0,2%
<b>CEMAC</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>
Cameroun	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
Congo (Brazzaville)	0,1%	0,4%	0,8%	0,3%	0,2%
Gabon	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%	0,5%
Guinée Equatoriale	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
République Centrafricaine	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%
Tchad	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	0,2%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,0%</b>
Afrique du Sud	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Angola	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Maroc	0,4%	0,3%	1,1%	0,5%	0,2%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	0,6%	0,2%	0,8%	0,2%	0,2%
Tunisie	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres	1,9%	0,8%	0,0%	0,4%	0,6%
<b>AFRIQUE</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

*Sources : BCEAO et INSEED*

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont augmenté de 3,0%, en passant de 92.652 millions en 2020 à 95.471 millions une année plus tard.

Les principaux produits exportés par le Togo vers l'Asie en 2021 sont :

- les phosphates, vers l'Inde, les Philippines et la Turquie ;
- le coton, vers le Bangladesh, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, la Turquie et le Viêt-Nam ;
- les fèves de soja, vers l'Inde ;
- le cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés, vers la Chine ;
- les graines et fruits oléagineux, vers la Chine ;
- les graisses et huiles végétales, vers la Malaisie.

Les exportations vers l'Europe ont progressé de 4,4%, en passant de 50.958 millions en 2020 à 53.223 millions en 2021, du fait principalement de la hausse de 2.650 millions d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes.

En 2021, les exportations du Togo vers l'Europe ont concerné, pour l'essentiel :

- les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, vers la France ;
- les fèves de soja, vers la France ;
- le cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés, vers la Belgique, l'Espagne et l'Italie.
- les phosphates, vers la Bulgarie.

A destination de l'Amérique, les exportations se sont établies à 6.371 millions en 2021, contre 7.782 millions en 2020, soit un fléchissement de 18,1%. Ces ventes extérieures ont principalement porté sur les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles, ainsi que les cires végétales vers les Etats-Unis.

Les exportations à destination de l'Océanie se sont établies à 22.667 millions, après un niveau de 10.041 millions enregistré en 2020, en hausse de 125,7%. Elles ont essentiellement concerné les expéditions de phosphates, en direction de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

## I.1.2- Importations de biens

### I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2021, les importations de biens, optique balance des paiements, se sont chiffrées à 1.275.371 millions, en progression de 13,6% par rapport aux 1.123.163 millions de 2020.

Les importations de biens représentent 32,1% du PIB nominal en 2021, contre 30,6% un an plus tôt.

**Tableau 22- Evolution des importations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Marchandises générales	948 159	1 026 420	1 061 666	1 123 163	1 275 371	13,6%
Or non monétaire	17 110	8 647	0	0	0	-
<b>IMPORTATIONS DE BIENS</b>	<b>965 268</b>	<b>1 035 068</b>	<b>1 061 666</b>	<b>1 123 163</b>	<b>1 275 371</b>	<b>13,6%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 708 901	3 904 353	4 097 073	4 253 191	4 621 478	8,7%
Importations de biens / PIB	26,0%	26,5%	25,9%	26,4%	27,6%	1,2 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées<sup>3</sup> en commerce général se présente comme suit.

**Tableau 23- Evolution des marchandises générales importées (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b)	945 954	990 505	1 082 257	1 177 504	1 382 274	17,4%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	938 177	973 358	1 127 089	1 227 539	1 424 821	16,1%
1.b- Mouvements d'entrepôt	7 777	17 147	-44 832	-50 035	-42 548	-15,0%
2- Ajustement (commerce non contrôlé+CEB)	145 044	185 482	142 829	123 461	101 820	-17,5%
2.a- Commerce non contrôlé	75 883	108 298	74 105	59 438	67 491	13,5%
1.b- CEB	69 161	77 184	68 724	64 023	34 329	-46,4%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	1 090 998	1 175 987	1 225 086	1 300 966	1 484 094	14,1%
4- Reclassification du fret et assurance (1*15,1% à partir de 2015, contre 1*16% initialement)	-142 839	-149 566	-163 421	-177 803	-208 723	17,4%
<b>Marchandises générales importées (FOB) (3+4)</b>	<b>948 159</b>	<b>1 026 420</b>	<b>1 061 666</b>	<b>1 123 163</b>	<b>1 275 371</b>	<b>13,6%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 708 901	3 904 353	4 097 073	4 253 191	4 621 478	8,7%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	29,4%	30,1%	29,9%	30,6%	32,1%	1,5 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

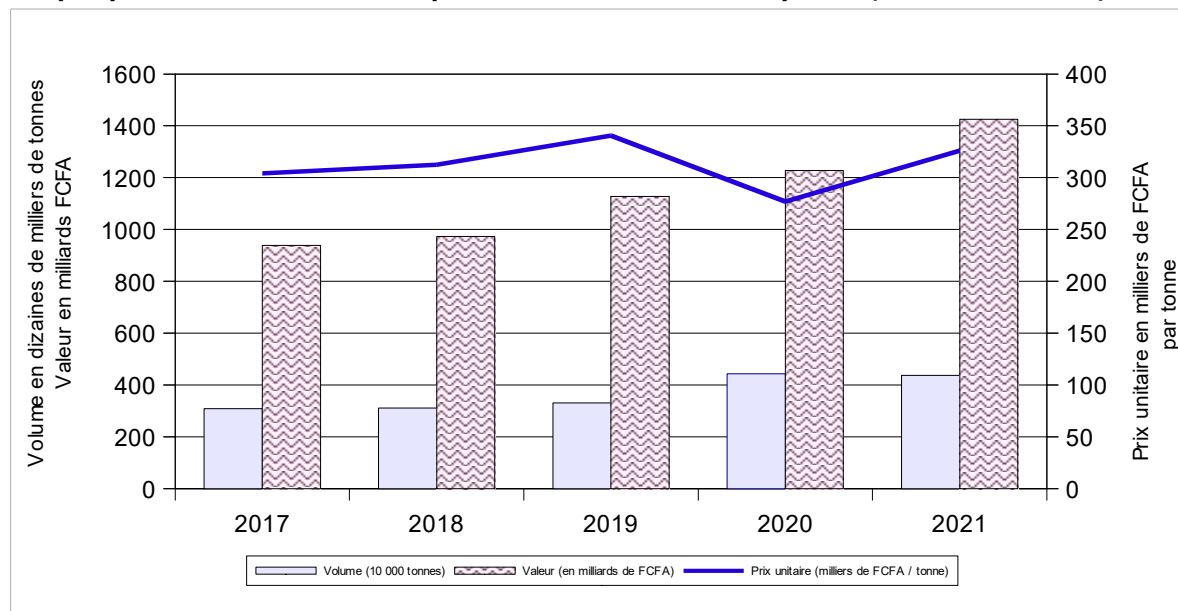
<sup>3</sup>Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.



### I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2021, les achats extérieurs de biens classés en commerce spécial se sont chiffrés à 1.424.821 millions, contre 1.227.539 millions en 2020, soit une hausse de 16,1%.

**Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)**



Sources : BCEAO et INSEED

**Tableau 24- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Volume (milliers de tonnes)	3 083	3 116	3 309	4 431	4 373	-1,3%
Valeur (millions de FCFA)	938 177	973 358	1 127 089	1 227 539	1 424 821	16,1%
Prix moyen (FCFA/tonne)	304 306	312 400	340 591	277 038	325 809	17,6%

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse de la valeur des importations en 2021 est attribuable aux groupes de produits « Biens de consommation », «Energies et lubrifiants», « Matières premières et produits semi-finis » et « Biens d'équipement », dont les factures CAF ont respectivement augmenté de 22,9%, 20,7%, 12,7% et 9,1%.

**Tableau 25- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Biens de consommation	342 444	335 975	384 160	397 369	488 411	22,9%
Énergies et lubrifiants	145 716	166 873	165 316	164 789	198 830	20,7%
Matières premières et produits semi-finis	247 555	260 891	290 637	329 219	370 929	12,7%
Biens d'équipement	202 462	209 619	286 976	336 163	366 652	9,1%
<b>Importations en commerce spécial (CAF)</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>1 424 821</b>	<b>16,1%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés ont augmenté en valeur de 22,9% en s'établissant à 488.411 millions en 2021, contre 397.369 millions une année plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des importations du sous-groupe « *Autres produits finis pour la consommation* » (+33,3%) et de celles du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » (8,4%) d'une année à l'autre.

La part des biens de consommation dans les importations totales a augmenté de 1,9 point de pourcentage, passant de 32,4% en 2020 à 34,3% en 2021.

**Tableau 26- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Alimentation-Boissons-Tabacs	139 180	149 418	166 207	166 104	180 034	8,4%
Autres produits finis pour la consommation	203 265	186 557	217 953	231 265	308 377	33,3%
<b>Total des biens de consommation (1)</b>	<b>342 444</b>	<b>335 975</b>	<b>384 160</b>	397 369	<b>488 411</b>	22,9%
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	1 227 539	<b>1 424 821</b>	16,1%
Part des biens de consommation dans les importations	36,5%	34,5%	34,1%	32,4%	34,3%	1,9 (*)

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

#### I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-Boissons-Tabacs

Avec 180.034 millions en 2021, contre 166.104 millions en 2020, la valeur des importations des produits du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » a enregistré une hausse de 8,4%, du fait de la progression des importations des autres produits alimentaires (+40,5%), des boissons (+36,0%), des produits alimentaires (+6,2%) et des tabacs (+3,7%). L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est tiré essentiellement par le sucre (+25,6%), les poissons (+23,5%), la viande (+8,1%) et les huiles (+5,3%). Toutefois, les importations du riz et du lait ont respectivement diminué de 33,1% et 8,9%.

**Tableau 27- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20	Contrib. 21/20
Produits alimentaires	123 684	132 643	146 577	149 544	158 820	6,2%	5,6%
Riz	13 088	16 540	19 342	33 826	22 637	-33,1%	-6,7%
Poissons	17 419	23 038	25 737	18 575	22 938	23,5%	2,6%
Viandes	6 878	7 639	10 274	6 779	7 328	8,1%	0,3%
Lait	11 425	11 042	14 566	15 905	14 488	-8,9%	-0,9%
Sucre	16 587	13 657	17 201	15 506	19 477	25,6%	2,4%
Huiles	26 822	28 586	25 948	30 928	32 570	5,3%	1,0%
Autres produits alimentaires	31 465	32 140	33 509	28 025	39 383	40,5%	6,8%
Boissons	10 544	11 048	10 399	12 523	17 026	36,0%	2,7%
Tabacs	4 952	5 727	9 232	4 037	4 188	3,7%	0,1%
<b>TOTAL</b>	<b>139 180</b>	<b>149 418</b>	<b>166 207</b>	<b>166 104</b>	<b>180 034</b>	<b>8,4%</b>	<b>8,4%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2021 à 308.377 millions, en hausse de 33,3% par rapport aux 231.265 millions de 2020. Cette hausse est imputable principalement à l'accroissement des importations du groupe des « Autres produits manufacturés » (+43,4%), des « Produits chimiques » (+41,5%) et des « Produits pharmaceutiques » (+15,0%).

**Tableau 28- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Produits pharmaceutiques	65 005	52 990	78 985	79 091	90 946	15,0%
Produits chimiques	36 029	37 005	38 299	39 073	55 299	41,5%
Autres produits manufacturés	102 230	96 562	100 669	113 102	162 132	43,4%
<b>TOTAL</b>	<b>203 265</b>	<b>186 557</b>	<b>217 953</b>	<b>231 265</b>	<b>308 377</b>	<b>33,3%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « Energie et lubrifiants » s'est chiffrée à 198.830 millions en 2021, en hausse de 20,7% par rapport aux 164.789 millions de 2020.

**Tableau 29- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20	Contrib. 21/20
Pétrole lampant	2 727	2 860	2 630	2 154	2 109	-2,1%	0,0%
Essence	40 375	56 321	58 603	70 450	82 005	16,4%	7,0%
Gas-oil et fuel-oil	62 735	62 011	63 507	53 699	60 044	11,8%	3,9%
Huiles de graissage	10 737	13 168	13 017	12 313	18 904	53,5%	4,0%
Butane et autres gaz	6 452	9 655	8 180	9 627	14 997	55,8%	3,3%
Bitumes et produits bitumeux	20 433	22 686	16 603	14 159	18 224	28,7%	2,5%
Autres	2 257	173	2 776	2 385	2 546	6,8%	0,1%
<b>Total valeurs (1)</b>	<b>145 716</b>	<b>166 873</b>	<b>165 316</b>	<b>164 789</b>	<b>198 830</b>	<b>20,7%</b>	<b>20,7%</b>
<b>Volume (tonne)</b>	<b>733 536</b>	<b>758 218</b>	<b>743 152</b>	<b>836 302</b>	<b>864 042</b>	<b>3,3%</b>	-
<b>Prix moyen (FCFA/tonne)</b>	<b>198 649</b>	<b>220 086</b>	<b>222 453</b>	<b>197 044</b>	<b>230 116</b>	<b>16,8%</b>	-
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>1 424 821</b>	<b>16,1%</b>	-
Part dans les importations (1) / (2)	15,5%	17,1%	14,7%	13,4%	14,0%	0,6 <sup>(*)</sup>	-

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

L'augmentation des importations des produits énergétiques et lubrifiants est essentiellement attribuable à la hausse des achats de « Butane et autres gaz » (+55,8%) et de « huile de graissage » (+53,5%). Toutefois, les importations du « Pétrole lampant » ont diminué de 2,1% sur la période. La part des produits pétroliers dans les importations totales s'est établie à 14,0% en 2021, contre 13,4% l'année précédente, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage.

### **I.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis**

Les matières premières et produits semi-finis importés se sont chiffrés à 370.929 millions en 2021, contre 329.219 millions en 2020, soit une hausse de 12,7%. Cet accroissement est porté aussi bien par les matières premières (+10,9%) que par les produits semi-finis (+13,0%).

La progression notée dans les importations de produits semi-finis est consécutive à l'augmentation de la demande intérieure de produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et en acier, etc.

**Tableau 30- Evolution des importations des matières premières et produits semi-fins (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Matières premières	47 757	51 032	50 833	58 658	65 073	10,9%
Dont blé	21 028	22 135	20 270	19 168	21 254	10,9%
Produits semis-finis	199 798	209 859	239 805	270 561	305 857	13,0%
Dont produits sidérurgiques	158 648	160 370	185 228	169 609	231 941	36,8%
autres matériaux de construction	9 151	8 011	8 071	24 503	21 741	-11,3%
<b>TOTAL</b>	<b>247 555</b>	<b>260 891</b>	<b>290 637</b>	<b>329 219</b>	<b>370 929</b>	<b>12,7%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### **I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement**

Les importations de biens d'équipement se sont établies en 2021 à 366.652 millions, contre 336.163 millions en 2020, soit un accroissement de 9,1%.

La hausse des importations des biens d'équipement est imputable à l'augmentation des importations de « Produits finis pour l'industrie », en particulier les bigues, les grues et blondins, les ponts roulants, les portiques de déchargement ou de manutention, les motocycles, les véhicules à usage touristique, ainsi que les bulldozers, les angledozer, les scrapers, les excavateurs, les groupes électrogènes et les convertisseurs rotatifs électriques.

La proportion des importations de biens d'équipement dans les importations totales est en baisse de 1,7 point de pourcentage, passant de 27,4% en 2020 à 25,7% en 2021.

**Tableau 31- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Produits finis pour l'agriculture	2 138	2 005	1 828	3 767	4 543	20,6%
Produits finis pour l'industrie	200 324	207 614	285 148	332 396	362 109	8,9%
<b>Biens d'équipement (1)</b>	<b>202 462</b>	<b>209 619</b>	<b>286 976</b>	<b>336 163</b>	<b>366 652</b>	<b>9,1%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>1 424 821</b>	<b>16,1%</b>
Part des biens d'équipement dans les importations (1)/(2)	21,6%	21,5%	25,5%	27,4%	25,7%	-1,7 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

#### I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts<sup>4</sup>

Un ensemble de dispositions légales, qui déroge en tout ou partie au droit douanier, a été prévu pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation.

Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'Administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se sont chiffrés en 2021 à -42.548 millions, contre -50.035 millions de 2020.

#### I.1.2.2.3- Ajustements sur les importations

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2021 (tableau 24) ont porté sur 101.820 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (34.329 millions) et le commerce non contrôlé (67.491 millions), tels que détaillés dans l'encadré 1, relatif aux ajustements des exportations et importations de biens (passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements).

#### I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2021, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2019.

#### I.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2021, les principaux continents fournisseurs de biens au Togo ont été l'Asie (49,3%) et l'Europe (31,5%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 13,8% et 5,3% respectivement. La part des importations du Togo en provenance de l'Océanie dans le total des importations du Togo est marginale.

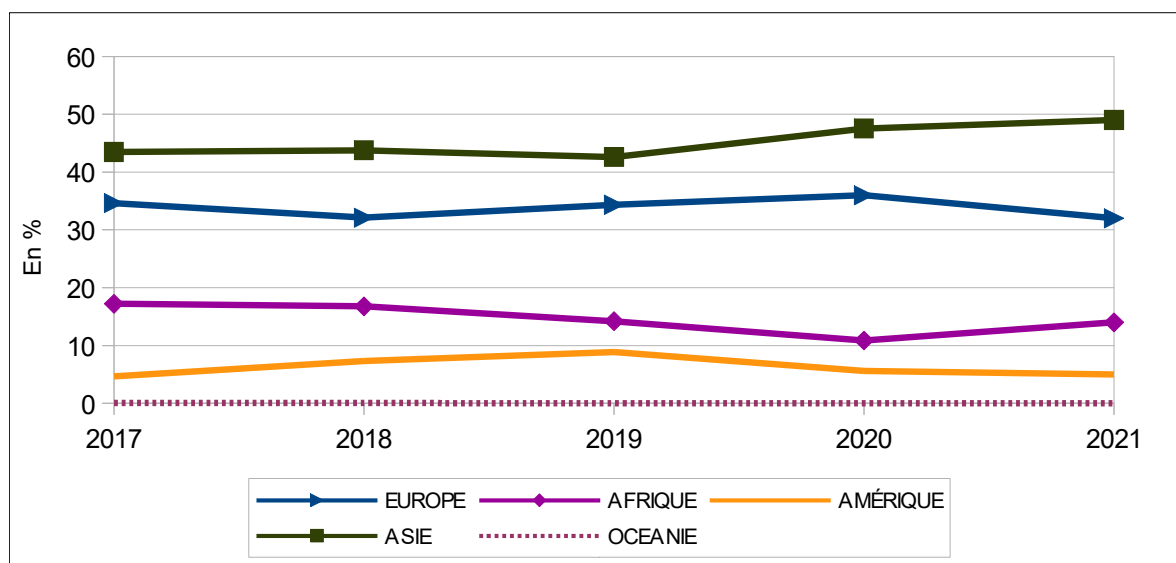
**Tableau 32- Répartition des importations par zone géographique (en millions)**

	2017	Part / total	2018	Part / total	2019	Part / total	2020	Part / total	2021	Part / total	Var 21/20
EUROPE	324 889	34,6%	312 400	32,1%	386 913	34,3%	441 637	36,0%	449 306	31,5%	1,7%
AFRIQUE	161 460	17,2%	163 228	16,8%	159 826	14,2%	133 192	10,9%	196 703	13,8%	47,7%
AMÉRIQUE	43 448	4,6%	71 398	7,3%	99 909	8,9%	68 802	5,6%	75 136	5,3%	9,2%
ASIE	407 906	43,5%	425 902	43,8%	480 154	42,6%	583 628	47,5%	702 447	49,3%	20,4%
OCEANIE	474	0,1%	429	0,0%	288	0,0%	280	0,0%	1 230	0,1%	339,0%
<b>TOTAL</b>	<b>938 177</b>	<b>100,0%</b>	<b>973 358</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 127 089</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 227 539</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 424 821</b>	<b>100,0%</b>	<b>16,1%</b>

*Sources : BCEAO et INSEED*

<sup>4</sup> Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

**Graphique 12- Evolution des parts relatives des importations par zone géographique (en %)**



Sources : BCEAO et INSEED

En 2021, les importations en provenance de l'Europe ont augmenté de 1,7%, en passant de 441.637 millions en 2020 à 449.306 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées :

- d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de la Lettonie, des Pays-Bas, de la Pologne, du Royaume-Uni et de la Russie ;
- des médicaments, de la France et des Pays-Bas ;
- du fil machine en fer ou en aciers non allié, de la Russie et de l'Ukraine ;
- des articles de friperie, de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Pologne ;
- des voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ;
- des véhicules automobiles pour le transport de marchandises, de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, et de l'Italie ;
- du froment (blé) et méteil, de la France et de la Russie ;
- du lait et de la crème de lait, de l'Irlande et des Pays-Bas ;
- des ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), de l'Espagne et de la France ;
- du sang humain; sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques, prophylactiques ou de diagnostic; antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique ; vaccins, toxines, de la Belgique, du Danemark et de la France ;
- des viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, et des volailles, de l'Espagne, de la France et de la Pologne ;
- des poissons congelés, des Pays-Bas ;
- des tracteurs, de l'Allemagne et des Pays-Bas ;

- des vins de raisins frais, de l'Espagne ;
- des boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses et rouleaux compresseurs, de l'Allemagne et de la Belgique ;
- des polymères de l'éthylène, de la France et de la Russie ;
- des fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), munis ou non de pièces de connexion; câbles de fibres optiques, de l'Allemagne et de la France ;
- des postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, de la Finlande et de Suède ;
- des mélanges de substances odoriférantes et mélanges (y compris les solutions alcooliques) à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie; autres préparations à base de substances odoriférantes, de l'Espagne et de la France ;
- des préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs, de l'Allemagne et de la France ;
- de Malt, même torréfié, de la Belgique, de la France et des Pays-Bas.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2021, des marchandises pour 702.447 millions, contre 583.628 millions en 2020, en accroissement de 20,4%. Elles se sont rapportées :

- aux motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, de la Chine et de l'Inde ;
- aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de l'Arabie Saoudite, de la Chine, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis, de l'Inde, de l'Israël, de la Malaisie, du Singapour et du Taïwan ;
- aux voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de la Chine, des Émirats Arabes Unis, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord ;
- aux polymères de l'éthylène (sous formes primaires), de l'Arabie Saoudite, de la Chine, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis, du Koweït, de la Malaisie et du Qatar ;
- aux huiles de palme, de l'Indonésie et de la Malaisie ;
- aux Monofilaments synthétiques en matières textiles synthétiques, du Japon et de la Malaisie ;
- au riz, de l'Inde, de la Thaïlande et du Viêt Nam ;
- aux polymères de propylène ou d'autres oléfines, sous formes primaires, de l'Arabie Saoudite, des Émirats Arabes Unis, de l'Inde et du Viêt Nam ;
- au fil machine en fer ou en aciers non alliés, de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie et de la Turquie ;
- aux véhicules automobiles pour le transport de marchandises, de la Chine, de l'Inde et du Japon ;
- aux tissus de coton, de la Chine ;

- aux postes téléphoniques (y compris les téléphones pour réseaux cellulaires), de la Chine et de Hong-Kong ;
- aux tissus de fibres synthétiques , de la Chine et de l'Inde ;
- aux pâtes alimentaires, de la Turquie ;
- aux médicaments, de la Chine et de l'Inde ;
- aux vêtements confectionnés, de la Chine.
- aux appareils auxiliaires pour chaudières, condenseurs pour machines à vapeur, de la Chine ;
- aux machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, de la Chine et de Taïwan ;
- au sang humain; sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques, prophylactiques ou de diagnostic, antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique, vaccins, toxines, de la Chine et de l'Inde ;
- aux malles, valises et mallettes, y compris les mallettes de toilette et les mallettes porte-documents, serviettes, cartables, étuis à lunettes, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants similaires, de la Chine ;
- aux boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses, de la Chine ;
- aux constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades), de la Chine et des Emirats Arabes Unis ;
- aux ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), de l'Arabie Saoudite, du Pakistan et de la Turquie ;
- aux autres tissus de fibres synthétiques discontinues, de la Chine ;
- aux chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique, de la Chine.

Les importations en provenance de l'Océanie se sont établies à 1.230 millions en 2021, contre 280 millions en 2020, en hausse de 339,0%. Elles se sont rapportées, pour l'essentiel, aux poissons congelés en provenance de Nouvelle-Zélande, ainsi qu'aux articles de friperie et Malt, venant de l'Australie.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 68.802 millions en 2020 à 75.136 millions en 2021, en hausse de 9,2%. Ces importations ont principalement concerné :

- le sucre, du Brésil ;
- les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, des Etats-Unis ;
- le sang humain; sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques, prophylactiques ou de diagnostic; antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique; vaccins, toxines, du Cuba et des Etats-Unis ;
- les polymères de l'éthylène (sous formes primaires), des Etats-Unis ;



- le blé, du Canada ;
- les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, du Canada et des Etats-Unis ;
- les houilles et combustibles solides, de la Colombie et des Etats-Unis ;
- l'alcool éthylique, du Brésil ;
- les parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils, des Etats-Unis ;
- les chars et automobiles blindées de combat, armés ou non, ainsi que leurs parties, des Etats-Unis.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations ont augmenté de 47,7%, en passant de 133.192 millions à 196.703 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- les Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers», de l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et le Nigeria ;
- les poissons congelés, du Maroc et de la Mauritanie ;
- les houilles; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille, de l'Afrique du Sud et du Mozambique ;
- les compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, y compris les compteurs pour leur étalonnage, de l'Égypte ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de l'Égypte, du Maroc et du Sénégal ;
- les véhicules automobiles pour le transport de marchandises de l'Afrique du Sud ;
- les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, du Maroc et du Nigeria ;
- les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité, du Sénégal ;
- les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, cartonnages de bureau, de magasin ou similaire, de la Côte d'Ivoire et du Ghana ;
- les farines de froment (blé), du Ghana ;
- les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, du Ghana ;
- les cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria ;
- les engrais minéraux ou chimiques, du Maroc ;
- les constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades), de la Tunisie ;
- le Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, du Nigeria ;
- les savons, de la Côte d'Ivoire ;
- les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords), de la Côte d'Ivoire et du Ghana ;
- les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcoolisées, du Ghana ;

- les barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage, du Ghana ;
- les graines et fruits oléagineux, du Burkina ;
- les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Afrique du Sud.

En 2021, les principaux partenaires du Togo en Afrique sont :

- le Ghana (20,5%), avec les farines de froment (blé) ou de méteil, les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, en céramique; cubes, dés et articles similaires pour mosaïques, en céramique, même sur un support; pièces de finition, en céramique, les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose; cartonnages de bureau, de magasin ou similaires, les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, les barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage, l'alcool éthylique, la babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, les étiquettes de tous genres, en papier ou carton, imprimées ou non, ainsi que les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques ;
- le Nigeria (16,3%), avec les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), les réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), en aluminium, d'une contenance excédant 300 l, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge, les cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac, ainsi que du gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux ;
- l'Egypte (13,3%), avec les compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, y compris les compteurs pour leur étalonnage, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70% ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, ainsi que les parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils ;
- le Maroc (10,4%), avec les engrais minéraux ou chimiques potassiques, les poissons congelés, les réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), en aluminium, d'une contenance excédant 300 l, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), les préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, ainsi que les pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni; couscous, même préparé ;
- l'Afrique du Sud (10,1%), avec les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les polymères de propylène ou d'autres oléfines, sous formes primaires, les houilles, briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille, ainsi que les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes ;

- la Côte d'Ivoire (7,9%), avec les savons, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques. Boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose; cartonnages de bureau, de magasin ou similaires, les tissus de coton, les sacs et sachets d'emballage, ainsi que les cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac ;
- le Sénégal (5,0%), avec les fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, ainsi que les poissons congelés, à l'exception des filets de poissons ;

**Tableau 33- Proportion des importations en provenance d'Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>UEMOA</b>	<b>27,1%</b>	<b>24,7%</b>	<b>23,1%</b>	<b>23,4%</b>	<b>17,5%</b>
Bénin	3,5%	2,4%	2,8%	2,4%	1,2%
Burkina	2,7%	2,2%	2,4%	3,7%	2,4%
Côte d'Ivoire	13,0%	10,7%	10,4%	11,8%	7,9%
Guinée-Bissau	2,8%	4,3%	2,1%	0,0%	0,9%
Mali	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Niger	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
Sénégal	5,0%	5,0%	5,3%	5,3%	5,0%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>41,5%</b>	<b>41,0%</b>	<b>37,4%</b>	<b>38,5%</b>	<b>36,8%</b>
Ghana	24,0%	17,9%	20,4%	28,5%	20,5%
Nigeria	17,4%	23,1%	17,0%	9,5%	16,3%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,0%
<b>CEMAC</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,2%</b>
Cameroun	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,2%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>31,2%</b>	<b>34,2%</b>	<b>39,1%</b>	<b>37,7%</b>	<b>45,5%</b>
Afrique du Sud	15,0%	10,0%	7,9%	10,2%	10,1%
Egypte	3,3%	6,0%	7,5%	5,6%	13,3%
Maroc	3,6%	8,3%	8,3%	8,6%	10,4%
Mauritanie	4,4%	6,4%	9,7%	8,2%	3,2%
Mozambique	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%	4,0%
Seychelles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	0,9%	1,0%	1,0%	4,2%	2,7%
Autres	0,5%	2,4%	4,7%	0,9%	1,8%
<b>AFRIQUE</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### **Encadré 2 : Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA**

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

#### **Estimation de la matrice des échanges communautaires en 2021 (en millions)**

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14 930	8 536	1	18 546	40 464	1 325	18 802	<b>102 604</b>
	Burkina	7 723	0	35 438	56	64 852	18 679	6 493	21 005	<b>154 246</b>
	Côte d'Ivoire	31 228	351 554	0	1 112	500 783	70 585	85 972	30 940	<b>1 072 175</b>
	Guinée-Bissau	1	19	746	0	428	0	3 947	292	<b>5 434</b>
	Mali	12 299	40 189	71 624	428	0	23 953	127 881	9 810	<b>286 185</b>
	Niger	15 182	59 759	6 685	0	83 941	0	571	6 790	<b>172 929</b>
	Sénégal	16 650	37 140	124 726	47 902	601 625	13 298	0	14 869	<b>856 209</b>
	Togo	105 904	106 422	49 611	358	127 239	50 346	34 522	0	<b>474 402</b>
	UEMOA	<b>188 988</b>	<b>610 014</b>	<b>297 366</b>	<b>49 858</b>	<b>1 397 414</b>	<b>217 324</b>	<b>260 711</b>	<b>102 509</b>	<b>3 124 183</b>

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2021, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 474.402 millions, contre 449.382 millions en 2020.

Les importations du Togo en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 102.509 millions en 2021, contre 91.691 millions en 2020.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ainsi ressortie excédentaire de 371.893 millions en 2021, contre un excédent de 357.691 millions enregistré en 2020.

## I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « Services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo a dégagé en 2021 un solde excédentaire de 76.851 millions, contre 43.896 millions en 2020, en augmentation de 75,1%. Cette augmentation est principalement due à la hausse de l'excédent des voyages et des autres services, amoindrie par le déficit des transports.

**Tableau 34- Evolution de la balance des services (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Transports	-36 675	-44 696	-45 096	-65 362	-55 502	-15,1%
Voyages	57 654	61 638	62 460	31 185	49 801	59,7%
Autres services	61 345	69 962	77 129	78 074	82 552	5,7%
<b>Balance des services</b>	<b>82 324</b>	<b>86 905</b>	<b>94 494</b>	<b>43 896</b>	<b>76 851</b>	<b>75,1%</b>

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport. Les activités connexes au transport concernent notamment la manutention du fret non facturée avec le service de fret, l'emmagasiner et entreposage, l'emballage, ainsi que le remorquage.

Le solde des « Transports », structurellement déficitaire, s'est amélioré de 15,1% en s'établissant à -55.502 millions en 2021, contre -65.362 millions en 2020, en liaison notamment avec la hausse des soldes des transports de « Passagers » et des « Autres transports », amoindrie par l'accroissement du déficit du « Fret ». L'amélioration de l'excédent du solde des transports de « Passagers » est lié principalement à la hausse du nombre de vols commerciaux en 2021, du fait de la levée des restrictions de la crise sanitaire de la Covid-19, qui avait amené les Autorités nationales à fermer l'Aéroport de Lomé en 2020 (avril à juillet 2020).

**Tableau 35- Evolution du solde des transports (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
<b>Transports</b>	<b>-36 675</b>	<b>-44 696</b>	<b>-45 096</b>	<b>-65 362</b>	<b>-55 502</b>	<b>-15,1%</b>
- Passagers	51 671	51 669	56 743	35 205	53 021	50,6%
- Fret	-127 202	-130 958	-134 357	-136 859	-162 442	18,7%
- Fret maritime	-140 030	-144 566	-147 908	-150 946	-176 854	17,2%
- Fret aérien	10 439	11 098	11 031	11 463	11 660	1,7%
- Autres	2 389	2 511	2 520	2 624	2 752	4,9%
- Autres transports	38 856	34 593	32 518	36 292	53 919	48,6%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2021 un excédent de 49.801 millions, en augmentation de 59,7% par rapport aux 31.185 millions de 2020. Cette évolution est imputable à la hausse du solde des voyages, aussi bien à titre professionnel (45,5%) que personnel (86,4%), ainsi que celle des autres voyages (91,3%) et de la santé (5,1%). Ces évolutions traduisent les effets positifs des efforts du Gouvernement qui, par le déploiement progressif du vaccin contre la COVID-19, l'adoption d'un certain nombre de mesures et l'assouplissement des restrictions sur les déplacements, ont aidé à rétablir la confiance des consommateurs pour la reprise des activités touristiques au Togo.

**Tableau 36- Evolution du solde des voyages (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
<b>Voyages</b>	<b>57 654</b>	<b>61 638</b>	<b>62 460</b>	<b>31 185</b>	<b>49 801</b>	<b>59,7%</b>
à titre professionnel	36 994	39 668	40 295	20 368	29 635	45,5%
à titre personnel	20 661	21 971	22 166	10 816	20 166	86,4%
- Santé	78	83	173	195	205	5,1%
- Education	101	299	-2 509	-1 359	-2 954	117,4%
- Autres	20 482	21 589	24 502	11 980	22 915	91,3%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2021 par un excédent de 82.552 millions, soit un accroissement de 5,7% par rapport à l'excédent de 78.074 millions de 2020, en relation principalement avec la hausse des soldes positifs des « services financiers », des « autres services aux entreprises », des « services fournis ou reçus par les APU », ainsi que des « services de télécommunications, informatique et information ».

**Tableau 37- Evolution du solde des autres services (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
<b>Autres services</b>	<b>61 345</b>	<b>69 962</b>	<b>77 129</b>	<b>78 074</b>	<b>82 552</b>	<b>5,7%</b>
Services de BTP	1 378	2 879	1 229	1 233	859	-30,4%
Services d'assurance	-25 551	-27 309	-27 440	-28 556	-33 385	16,9%
Services financiers	6 088	11 269	15 526	16 983	21 086	24,2%
Services de télécommunications, informatique et information	13 343	10 208	10 663	9 425	10 956	16,2%
Services fournis ou reçus par les APU	22 045	17 467	18 624	18 767	19 881	5,9%
Autres services aux entreprises	44 042	55 447	58 528	60 222	63 154	4,9%

Source : BCEAO

### 1.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 25,8%, en passant de 295.918 millions en 2020 à 372.272 millions en 2021, en liaison avec l'augmentation :

- des recettes des transports (+39,2%), imputable aux passagers (+50,4%) ;
- des recettes provenant des voyages (+50,0%) ;
- des recettes issues des autres services (+9,0%).

**Tableau 38- Evolution des exportations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Transports	121 948	122 735	125 727	104 433	145 364	39,2%
- Passagers	62 137	64 274	67 163	42 638	64 115	50,4%
- Fret	12 948	13 608	13 710	14 274	14 973	4,9%
- Autres transports	46 863	44 852	44 854	47 521	66 276	39,5%
Voyages	80 110	84 856	87 559	44 318	66 458	50,0%
Autres services	128 913	137 838	144 136	147 167	160 450	9,0%
<b>Exportations de services</b>	<b>330 971</b>	<b>345 429</b>	<b>357 422</b>	<b>295 918</b>	<b>372 272</b>	<b>25,8%</b>

Source : BCEAO

## I.2.2- Importations de services

Les importations de services ont augmenté de 17,2%, en passant de 252.021 millions en 2020 à 295.421 millions une année plus tard.

Les **transports** constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret. En 2021, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 177.415 millions, en accroissement de 17,4% par rapport à 2020. Les dépenses des transports de passagers et des autres transports ont respectivement augmenté de 49,3% et de 12,1% d'une année à l'autre.

Les dépenses de **voyage** se sont établies à 16.656 millions en 2021, en hausse de 26,8% par rapport aux 13.133 millions de 2020.

Les importations des **autres services** ont progressé de 12,7%, passant de 69.093 millions en 2020 à 77.899 millions une année plus tard, en liaison avec la bonne tenue des services de télécommunications, d'informatique et d'information, dans le cadre des assistances techniques.

**Tableau 39- Evolution des importations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Transports	158 622	167 430	170 823	169 796	200 866	18,3%
- Passagers	10 466	12 605	10 420	7 433	11 094	49,3%
- Fret	140 150	144 566	148 067	151 133	177 415	17,4%
- Autres transports	7 674	9 743	12 031	10 956	12 285	12,1%
Voyages	22 456	23 217	25 098	13 133	16 656	26,8%
Autres services	67 568	67 876	67 007	69 093	77 899	12,7%
<b>Importations de services</b>	<b>248 646</b>	<b>258 524</b>	<b>262 928</b>	<b>252 021</b>	<b>295 421</b>	<b>17,2%</b>

Source : BCEAO

### I.3- COMPTE DU REVENU PRIMAIRE

Le compte du revenu primaire est constitué essentiellement de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2021, il est ressorti excédentaire de 10.339 millions, contre 24.609 millions en 2020, soit une baisse de 58,0%. Cette situation est en rapport surtout avec l'aggravation du déficit du solde des revenus des investissements.

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux et, d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 20.736 millions en 2021, en accroissement de 1,3% par rapport aux 20.467 millions enregistrés en 2020. Cette évolution est en liaison avec la progression des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la hausse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2021, ces opérations se sont soldées par un déficit de 20.002 millions, contre un déficit de 3.194 millions en 2020, en liaison principalement avec la baisse observée au niveau des revenus des investissements directs reçus de l'étranger.

**Tableau 40- Evolution du solde du compte du revenu primaire (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Rémunération des salariés	15 674	17 525	17 860	20 467	20 736	1,3%
Revenus des investissements	-16 736	-14 534	-12 851	-3 194	-20 002	526,2%
Autres revenus primaires	3 964	7 750	7 953	7 337	9 605	30,9%
<b>Revenus primaires</b>	<b>2 902</b>	<b>10 742</b>	<b>12 962</b>	<b>24 609</b>	<b>10 339</b>	<b>-58,0%</b>

*Source : BCEAO*

Le solde des revenus des investissements directs s'est établi à -18.304 millions en 2021, contre -2.676 millions une année plus tôt, en relation avec la hausse des bénéfices réinvestis au titre des investissements directs étrangers.

Le solde des revenus des investissements de portefeuille s'est chiffré à 24.048 millions, contre 21.068 millions en 2020, suite à une hausse des revenus issus des intérêts reçus des non-résidents.

Quant au solde des revenus des autres investissements, il s'est établi à -25.746 millions en 2021, contre -21.586 millions en 2020, en rapport avec la baisse des intérêts versés, notamment sur les prêts et les crédits commerciaux.



**Tableau 41- Evolution du solde des revenus des investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Revenus des investissements directs	-7 473	-16 503	-14 307	-2 676	-18 304	583,9%
Revenus des investissements de portefeuille	3 212	19 869	23 194	21 068	24 048	14,1%
Revenus des autres investissements	-12 475	-17 900	-21 738	-21 586	-25 746	19,3%
<b>Revenus des investissements</b>	<b>-16 736</b>	<b>-14 534</b>	<b>-12 851</b>	<b>-3 194</b>	<b>-20 002</b>	526,2%

*Source : BCEAO*

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations, ainsi que des subventions.

Le solde des autres revenus primaires s'est chiffré à 9.605 millions en 2021, contre 7.337 millions en 2020, en liaison principalement avec la hausse des paiements reçus des non-résidents au titre des taxes sur la production et les importations, notamment les droits et taxes portuaires.

## I.4- COMPTE DU REVENU SECONDAIRE

Le compte du revenu secondaire se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte du revenu secondaire s'est établi en 2021 à 363.786 millions, en progression de 4,6% par rapport aux 347.733 millions enregistrés en 2020, du fait de la hausse enregistrée au niveau des autres secteurs.

**Tableau 42- Evolution du solde du compte du revenu secondaire (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Administrations Publiques	60 819	54 304	78 877	54 265	19 197	-64,6%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	60 819	54 304	78 877	54 265	19 197	-64,6%
Autres secteurs	171 648	179 996	224 647	293 468	344 589	17,4%
<i>Envois de fonds des travailleurs migrants</i>	168 561	178 342	219 817	295 908	347 435	17,4%
<i>Autres transferts courants</i>	3 087	1 655	4 830	-2 441	-2 846	16,6%
<b>Revenu secondaire</b>	<b>232 467</b>	<b>234 300</b>	<b>303 524</b>	<b>347 733</b>	<b>363 786</b>	<b>4,6%</b>

*Source : BCEAO*

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les divers transferts courants des administrations publiques.

Ces transferts ont diminué de 64,6%, en passant de 54.265 millions en 2020 à 19.197 millions en 2021. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèce pour des besoins courants. En effet, les appuis budgétaires reçus par le Togo se sont établis à 1.000 millions (Commission de l'UEMOA : 1.000 millions) en 2021, contre 37.195 millions en 2020.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 17,4% en s'établissant à 344.589 millions en 2021, contre 293.468 millions en 2020, du fait de la hausse des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants.

---

## II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a dégagé en 2021 un solde excédentaire de 264.815 millions, contre 214.550 millions l'année précédente, soit une hausse de 23,4%.

### II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition ou la cession de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2021 n'a enregistré aucune acquisition ni de cession d'actifs non financiers non produits, tout comme l'année précédente.

### II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2021, ils ont progressé de 23,4% en s'établissant à 264.815 millions, contre 214.550 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués en 2021 à 82.973 millions, contre 62.008 millions en 2020, portant sur les dons mobilisés, notamment dans le cadre :

- du Projet de mise en œuvre des services de prévention et de qualité des soins dans la lutte contre les épidémies à VIH et Tuberculose ;
- du Paludisme : Consolidation des acquis de la lutte antipaludique au Togo ;
- du Projet de Renforcement du Système de Préparation et de Riposte aux Situations d'Urgence (RSPRSU) ;
- de la Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience ;
- du Programme de renforcement de système sanitaire santé reproductive et des droits sexuels ;
- du Projet de développement rural (y compris l'agriculture) ;
- du Programme de centres d'innovations vertes pour le secteur agricole ;
- du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural ;
- de l'Amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé (Phase 2) ;
- de la réhabilitation de la centrale hydraulique de Nangbéto ;
- de l'Immunisation plus large de la population en fonction de l'environnement socio-sanitaire et renforcement du système de santé (Fonds GAVI) ;
- du Projet Eau Potable et Assainissement au Togo ;
- du Programme d'appui aux pistes rurales ;
- du Projet de développement Filets Sociaux et Services de Base (PFSSB) ;
- du Projet d'appui à l'emploi des jeunes vulnérables ;
- du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL) ;
- du Programme d'appui à la décentralisation ;

- du Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou ;
- du Projet de soutien à la préparation à la REDD+(mécanisme sur le changement climatique) ;
- du Programme de renforcement du système sanitaire reproductive ;
- du Plan d'Investissement de Résilience des Zones Côtières de l'Afrique de l'Ouest (WACA) ;
- de la Formation technique et professionnelle et emploi des jeunes ;
- du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE) ;
- du Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs ;
- du Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique au Togo ;
- du Projet d'appui à la réforme des collèges ;
- du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest ;
- du Programme régional des aménagements hydrauliques ;
- du Projet Régional de Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies (REDISSE) ;
- du Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER) ;
- de la Construction et équipement de la station de pesage de Tsévié ;
- du Projet d'appui à la gouvernance du secteur des transports.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par les ménages et le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 181.842 millions en 2021, contre 152.542 millions en 2020, suite à la hausse des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements.

**Tableau 43- Evolution du compte de capital (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0	-
Transferts de capital	141 431	175 733	169 884	214 550	264 815	23,4%
Administration publique	41 407	72 712	60 355	62 008	82 973	33,8%
dont Remises de dette	0	0	0	0	0	-
Autres secteurs	100 025	103 021	109 528	152 542	181 842	19,2%
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>	<b>264 815</b>	<b>23,4%</b>

Source : BCEAO

### III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier<sup>5</sup>, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2021, par un actif net de 39.457 millions, contre un passif net de 35.974 millions en 2020.

**Tableau 44- Evolution du solde du compte financier (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20	
						Relative	Absolue
Investissements directs	-70 338	139 516	-177 446	-30 538	36 201	-218,5%	66 739
Investissements de portefeuille	176 555	91 895	238 983	48 083	-50 182	-204,4%	-98 265
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	-	0
Autres investissements	-28 768	-172 381	-91 411	-53 519	53 438	-199,8%	106 957
<b>Solde du compte financier</b>	<b>77 450</b>	<b>59 031</b>	<b>-29 873</b>	<b>-35 974</b>	<b>39 457</b>	<b>-209,7%</b>	<b>75 431</b>

Source : BCEAO

#### III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2021, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une sortie nette de 36.201 millions, contre une entrée nette de 30.538 millions l'année précédente.

En effet, au regard des résultats de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID) au titre de l'année 2021, les entrées nettes de capitaux se sont principalement orientées vers la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite ».

#### III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2021, ces investissements se sont traduits par des entrées nettes de 50.182 millions, contre des sorties nettes de 48.083 millions une année plus tôt, en diminution de 190.900 millions.

#### III.3- DERIVES FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2021, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

<sup>5</sup> Optique BCEAO (Annexe 4)

---

### III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir ou à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est passé d'un passif net de 53.519 millions en 2020 à un actif net de 53.438 millions en 2021, soit un désendettement net de 106.957 millions.

En particulier, au cours de la période sous revue, les prêts nets contractés à l'extérieur se sont établis à 57.234 millions en 2021, contre 222.861 millions en 2020.

S'agissant des prêts contractés par l'Administration publique, les principaux projets financés ont concerné :

- le Projet de construction de centrale solaire à Blitta ;
- le Projet de Réforme et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) ;
- les Travaux d'aménagement et de butumage de Katchamba-Nali ;
- les Projet de renforcement et d'extension des systèmes d'alimentation en Eau Potable des villes de Agou Gadzepe et Blitta Gare ;
- le Projet WARCIP (West Africa Régional Communication Infrastructure Program) ;
- les Travaux d'aménagement et de bitumage du tronçon Nali-Sadori ;
- le Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou ;
- le Projet de développement et gouvernance minière ;
- le Projet de renforcement du système de préparation et de riposte aux situations d'urgence au covid - 19 ;
- l'Electrification rurale ;
- les Travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 17 sur le tronçon Sokodé-Bassar ;
- le Projet d'appui au secteur agricole ;
- la Construction de la ligne de transport haute tension 161 KV (Kara, Mango et Dapaong) et poste associés ;
- le Projet d'appui à la compétitivité des services logistiques pour le commerce ;
- les Travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 17 (tronçon Sokodé-Bassar) ;
- le Projet Régional de Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies (REDISSE) ;
- la Construction de la ligne d'interconnexion 330 KV (Ghana-Togo-Bénin) ;
- le Projet de développement des agropoles au Togo ;
- le Programme d'appui aux pistes rurales ;
- le Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER).

Les principaux créanciers du Togo en 2021 ainsi que leurs parts dans le total des emprunts se présentent comme ci-après : : Banque Mondiale (28,2%), BOAD (25,2%), Agence Française de Développement (AFD) (6,9%), EXIM BANK INDE (6,8%), Banque Africaine de Développement (BAD) (6,3%), Rimon Group (6,2%), Banque Islamique de Développement (BID) (4,6%), OFID (3,0%) et -Fonds Saoudien (2,8%).

**Tableau 45- Evolution des autres investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	4	0	0	0	0	-	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	23 835	59 549	37 895	57 151	128 017	124,0%	70 866
Prêts	-13 084	-161 686	-75 032	-222 861	-57 234	-74,3%	165 627
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 686	1 017	0	1 267	1 150	-9,2%	-117
Crédits commerciaux et avances	-69 467	-71 574	-60 591	43 562	-6 787	-115,6%	-50 349
Autres comptes à recevoir/ à payer	28 258	313	6 318	67 361	-11 708	-117,4%	-79 069
<b>Autres investissements</b>	<b>-28 768</b>	<b>-172 381</b>	<b>-91 411</b>	<b>-53 519</b>	<b>53 438</b>	<b>-199,8%</b>	<b>106 957</b>

Source : BCEAO

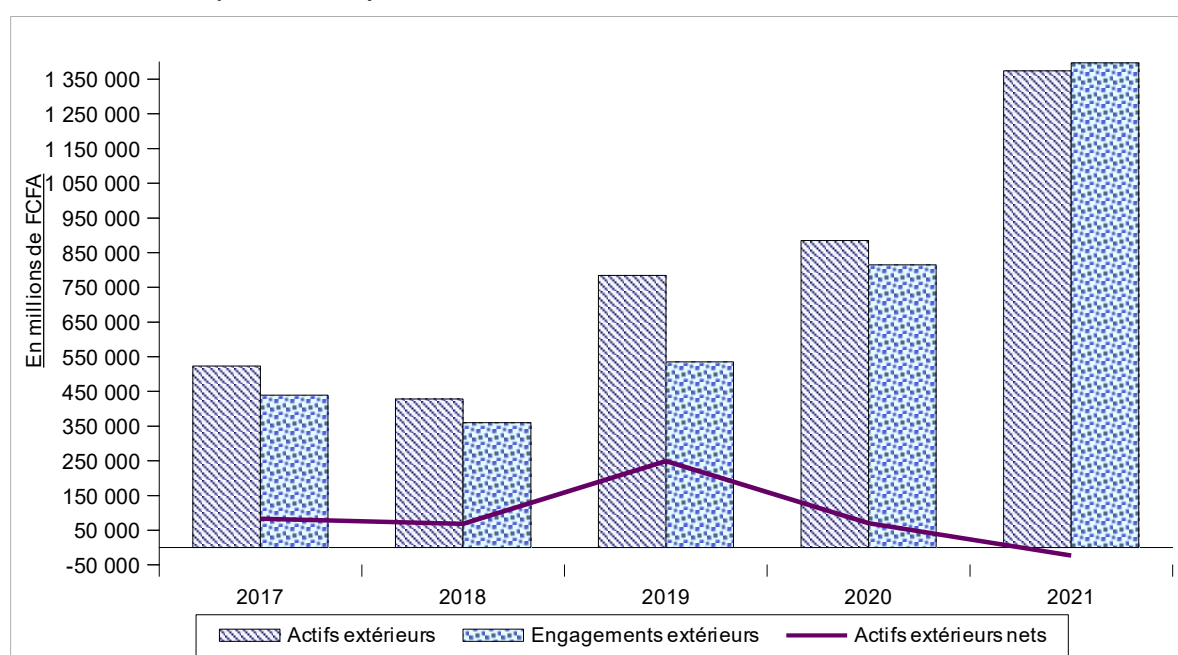
## IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2021, au regard des données des statistiques monétaires, les actifs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires ont augmenté de 121.136 millions, en relation avec la progression de 214.654 millions des AEN des autres institutions de dépôt, amoindrie par le repli de 93.518 millions de ceux de la Banque Centrale.

### IV.1- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont diminué en 2021 de 93.518 millions, en liaison avec une hausse de 581.578 millions des engagements extérieurs, atténuée par l'accroissement de 488.060 millions des créances sur les non-résidents.

**Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)**



Source : BCEAO

**Tableau 46- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>522 810</b>	<b>428 264</b>	<b>784 671</b>	<b>885 504</b>	<b>1 373 564</b>	<b>488 060</b>
Position de réserve	9 175	17 183	15 731	9 075	19 903	10 828
DTS détenus	33 541	60 170	93 278	162 771	284 436	121 665
Avoirs en monnaies étrangères	2 360	356	1 326	1 367	1 333	-34
Autres actifs extérieurs	477 734	350 556	674 338	712 292	1 067 892	355 601
<b>Engagements extérieurs</b>	<b>439 317</b>	<b>360 121</b>	<b>535 238</b>	<b>815 039</b>	<b>1 396 617</b>	<b>581 578</b>
Recours au crédit du FMI	68 837	96 341	129 920	192 996	201 026	8 030
Banques et Institutions non-résidentes	315 698	207 762	348 302	567 427	1 024 289	456 862
Autres engagements (Allocation DTS)	54 783	56 018	57 016	54 615	171 302	116 687
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>83 493</b>	<b>68 143</b>	<b>249 433</b>	<b>70 465</b>	<b>-23 053</b>	<b>-93 518</b>

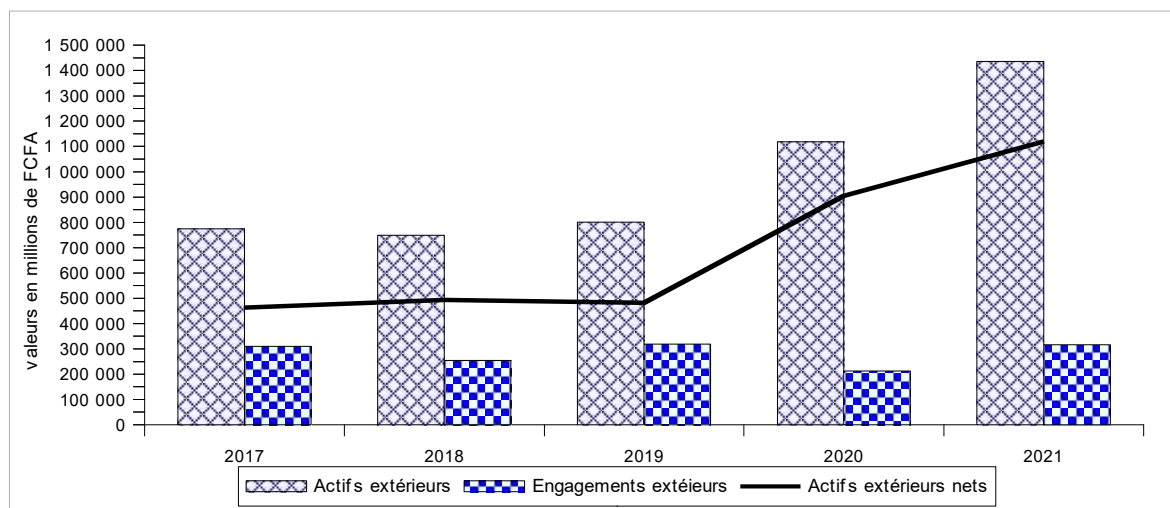
Source : BCEAO



## IV.2- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2021, la position extérieure nette des autres institutions de dépôt s'est établie à 1.119.704 millions, en augmentation de 214.654 millions par rapport aux 905.050 millions atteints en 2020. Cette évolution résulte de l'accroissement de 317.075 millions des créances sur les non-résidents et de 102.421 millions des engagements extérieurs.

**Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt (en millions)**



Source : BCEAO

**Tableau 47- Évolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var. Abs. 21/20
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>773 839</b>	<b>748 165</b>	<b>800 684</b>	<b>1 118 265</b>	<b>1 435 340</b>	<b>317 075</b>
Monnaies étrangères	1 316	1 348	2 639	3 005	5 940	2 935
Dépôts	111 856	73 575	61 573	109 475	94 204	-15 271
Crédits	244 673	247 070	254 856	304 220	447 170	142 950
Autres créances	415 994	426 172	481 616	701 565	888 026	186 461
<b>Engagements envers les non résidents</b>	<b>310 487</b>	<b>254 110</b>	<b>318 644</b>	<b>213 215</b>	<b>315 636</b>	<b>102 421</b>
Dépôts	184 977	164 244	218 323	165 338	240 758	75 420
Crédits	125 509	84 674	96 838	45 210	70 181	24 971
Autres engagements	1	5 192	3 483	2 667	4 697	2 030
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>463 352</b>	<b>494 055</b>	<b>482 040</b>	<b>905 050</b>	<b>1 119 704</b>	<b>214 654</b>

Source : BCEAO

## IV.3- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2021, les variations des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (-93.518 millions) et des autres institutions de dépôt (+214.654 millions) ont conduit à un solde de la balance des paiements de 124.083 millions, avec un écart de réévaluation de -2.947 millions (porté par la Banque Centrale).

**Tableau 48- Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var. Abs. 21/20
Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (Statistiques monétaires)	83 493	68 143	249 433	70 465	-23 053	-93 518
Variation des AEN de la Banque Centrale (1)	-7 108	-15 350	181 290	-178 968	-93 518	85 450
Ecart d'évaluation (2)	5 986	-1 654	-1 364	3 330	-2 947	-6 277
Enregistrement en balance des paiements (3)=(1)-(2)	-13 095	-13 696	182 654	-182 298	-90 571	91 727
Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts	463 352	494 055	482 040	905 050	1 119 704	214 654
Variation des AEN des autres institutions de dépôts (4)	23 206	30 703	-12 015	423 010	214 654	-208 356
Ecart d'évaluation (5)						
Enregistrement en balance des paiements (6)=(4)-(5)	23 206	30 703	-12 015	423 010	214 654	-208 356
<b>Actifs extérieurs nets totaux</b>	<b>546 845</b>	<b>562 198</b>	<b>731 473</b>	<b>975 515</b>	<b>1 096 651</b>	<b>121 136</b>
<b>Variation Actifs extérieurs nets totaux</b>	<b>16 098</b>	<b>15 353</b>	<b>169 275</b>	<b>244 042</b>	<b>121 136</b>	<b>-122 906</b>
<b>Ecart de réévaluation (7)=(2)+(5)</b>	<b>5 986</b>	<b>-1 654</b>	<b>-1 364</b>	<b>3 330</b>	<b>-2 947</b>	<b>-6 277</b>
<b>Enregistrement en balance des paiements (8)=(3)+(6)</b>	<b>10 112</b>	<b>17 007</b>	<b>170 639</b>	<b>240 712</b>	<b>124 083</b>	<b>-116 629</b>

Source : BCEAO

#### IV.4- AVOIRS DE RESERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont dispose le pays et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et des autres créances.

En 2021, les flux des avoirs de réserve ont augmenté de 366.483 millions en s'établissant à 474.869 millions, contre 108.386 millions en 2020, en liaison principalement avec la hausse de 317.572 millions des autres avoirs de réserve, notamment la monnaie fiduciaire et dépôts.

**Tableau 49- Avoirs de réserve (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20	Var Abs. 21/20
Or monétaire	0	0	0	0	0	-	0
Droits de tirage spéciaux	26 016	25 302	29 916	76 648	109 336	42,6%	32 689
Position de réserve au FMI	-8 699	7 629	-3 716	-6 257	9 965	-259,3%	16 222
Autres avoirs de réserve	57 472	-129 181	324 686	37 995	355 567	835,8%	317 572
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	57 472	-129 181	324 686	37 995	355 567	835,8%	317 572
<i>Titres</i>	0	0	0	0	0	-	0
<i>Dérivés financiers</i>	0	0	0	0	0	-	0
<i>Autres créances</i>	0	0	0	0	0	-	0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>74 789</b>	<b>-96 251</b>	<b>350 886</b>	<b>108 386</b>	<b>474 869</b>	<b>338,1%</b>	<b>366 483</b>

Source : BCEAO

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### V.1- EVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des différentes catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2021, la PEG nette du Togo est ressortie à -341.616 millions, contre un déficit de 453.941 millions en 2020, soit une réduction de 24,7% du déficit, suite à une augmentation des avoirs plus prononcée que celle des engagements.

Le stock des avoirs s'est établi à 5.743.018 millions en 2021, contre 4.671.645 millions en 2020, en augmentation de 22,9%, sous l'effet de la hausse de :

- 17,5% des investissements de portefeuille ;
- 41,5% des autres investissements, en particulier les prêts et les dépôts ;
- 55,1% des avoirs de réserve.

S'agissant des engagements, leur encours est passé de 5.125.587 millions en 2020 à 6.084.634 millions en 2021, soit un accroissement de 18,7%, porté principalement par les autres engagements, en particulier les autres comptes à payer à la Banque Centrale.

**Tableau 50- Position extérieure globale (en millions)**

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
<b>AVOIRS</b>	<b>3 604 777</b>	<b>3 720 677</b>	<b>4 279 957</b>	<b>4 671 645</b>	<b>5 743 018</b>	<b>22,9%</b>
Investissements directs à l'étranger	1 872 331	1 987 764	2 047 070	1 904 545	1 997 194	4,9%
Investissements de portefeuille	762 974	824 321	933 794	1 212 641	1 425 405	17,5%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	446 663	480 328	514 421	668 954	946 854	41,5%
dont Crédits commerciaux	35 436	36 446	38 538	35 430	38 608	9,0%
Prêts	244 673	247 070	254 856	307 436	452 170	47,1%
Monnaie fiduciaire et dépôts	161 908	186 304	215 122	318 500	445 061	39,7%
Autres avoirs	4 645	10 508	5 905	7 588	11 015	45,2%
Avoirs de réserve	522 810	428 264	784 671	885 504	1 373 564	55,1%
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>4 351 441</b>	<b>4 362 091</b>	<b>4 860 608</b>	<b>5 125 587</b>	<b>6 084 634</b>	<b>18,7%</b>
Investissements directs dans l'économie	1 254 879	1 168 531	1 411 678	1 467 319	1 528 017	4,1%
Investissements de portefeuille	1 155 613	1 143 623	958 582	957 241	1 025 378	7,1%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	1 940 949	2 049 937	2 490 348	2 701 027	3 531 238	30,7%
dont Crédits commerciaux	104 812	177 387	240 070	193 400	203 365	5,2%
Prêts	1 254 413	1 414 541	1 535 317	1 697 612	1 854 809	9,3%
dont dette publique extérieure	926 660	959 868	1 015 342	1 175 462	1 264 728	7,6%
Monnaie fiduciaire et dépôts	292 269	258 744	566 621	555 897	383 949	-30,9%
Autres engagements	289 455	199 265	148 340	254 118	1 089 115	328,6%
<b>POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE</b>	<b>-746 664</b>	<b>-641 414</b>	<b>-580 651</b>	<b>-453 941</b>	<b>-341 616</b>	<b>-24,7%</b>

Source : BCEAO

## V.2- STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA a dégagé en 2021, un passif net de 1.249.586 millions. Les actifs financiers se sont établis à 2.639.477 millions, principalement sous l'effet des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements, en rapport notamment avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les passifs financiers sont évalués à 3.889.063 millions.

S'agissant de la Zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de 406.754 millions. Les avoirs financiers sur la Zone euro se sont chiffrés à 87.123 millions. Le passif financier brut envers les pays de la Zone euro est ressorti à 493.877 millions.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone euro, la PEG a enregistré un actif financier net de 1.314.724 millions. Le stock d'actifs s'est établi à 3.016.418 millions. Le passif financier s'est chiffré à 1.701.694 millions.

**Tableau 51- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)**

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>Stock d'actifs financiers</b>		<b>2 639 477</b>	<b>87 123</b>	<b>3 016 418</b>	<b>5 743 018</b>
1	Investissements directs	268 015	43 123	1 686 056	1 997 194
2	Investissements de portefeuille	1 354 746	1 532	69 127	1 425 405
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	538 894	42 468	365 492	946 854
5	Avoirs de réserves	<b>477 821</b>	<b>0</b>	<b>895 743</b>	<b>1 373 564</b>
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	284 436	284 436
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	19 903	19 903
5.4	Autres avoirs de réserve	477 821	0	591 405	1 069 226
<b>Stocks de passifs financiers</b>		<b>3 889 063</b>	<b>493 877</b>	<b>1 701 694</b>	<b>6 084 634</b>
1	Investissements directs	67 005	177 361	1 283 651	1 528 017
2	Investissements de portefeuille	861 393	126 652	37 333	1 025 378
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	2 960 664	189 864	380 710	3 531 238
<b>Position extérieure globale nette</b>		<b>-1 249 586</b>	<b>-406 754</b>	<b>1 314 724</b>	<b>-341 616</b>

Source : BCEAO

---

## CONCLUSION

La situation économique au Togo en 2021 s'est traduite par un taux de croissance économique de 6,0%. Dans ce contexte, les évolutions, ci-après, ont été enregistrées au niveau des comptes extérieurs du Togo, en comparaison on avec l'année 2020 :

- une aggravation de 91.626 millions du déficit du compte courant ;
- une hausse de 50.265 millions de l'excédent du compte de capital ;
- un désendettement net de 75.431 millions du compte financier.



---

## **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements .....	67
Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	71
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) .....	75
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée) .....	84
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) .....	85
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions .....	85
Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée .....	88
Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises .....	93
Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	94
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires.....	98

---

## **Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements**

### **1. Généralités**

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2021 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficace des objectifs de sa mission.

### **2. Définitions**

*La balance des paiements* est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

*La position extérieure*, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

*Une transaction* se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

*Une unité institutionnelle* est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

*Le territoire économique* d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

### **3. Champ d'application des données**

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

---

#### **4. Conventions comptables**

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

#### **5. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, Commission de l'UEMOA, etc.

#### **6. Pratiques d'établissement des données**

##### **6.1. Compte des opérations courantes**

###### **. Biens**

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.



---

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

- **Services**

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

- **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

- **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

## 6.2. Compte de capital

Dans la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

## 6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;

- 
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
  - les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

#### **6.4. Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

#### **Avertissement :**

***En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.***

## **Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale**

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

### **A. Balance des paiements**

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

<b>Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements</b>
<b>Compte des transactions courantes</b>
Biens et services
Biens
Services
Compte du revenu primaire ( <i>anciennement compte « revenu »</i> )
Compte du revenu secondaire ( <i>anciennement « transferts courants»</i> )
<b>Compte de capital</b>
Acquisition et cession d'actifs non produits
Transferts en capital
<b>Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)</b>
Investissements directs
Investissements de portefeuille
Produits financiers dérivés ( <i>traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5</i> )
Autres investissements
Avoirs de réserve

#### **A.1. Compte des biens et services**

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;

- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

## **A.2. Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;

- 
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

### **A.3. Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ».

En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

### **A.4. Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

### **A.5. Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

## **B- Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

---

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

### Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA) - 2021

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 667 328	1 770 891	-103 563
1.A	Biens et services	1 093 105	1 570 792	-477 687
1.A.a	Biens	720 833	1 275 371	-554 538
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	720 833	1 275 371	-554 538
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	142 585		
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)		0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international		0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
1.A.b	Services	372 272	295 421	76 851
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	194	230	-36
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	194	230	-36
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	249	14 805	-14 556
1.A.b.3	Transport	145 364	200 866	-55 502
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	145 364	200 794	-55 430
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	64 115	11 094	53 021
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	14 973	177 415	-162 442
1.A.b.3.0.3	Autres	66 276	12 285	53 991
1.A.b.3.1	Transports maritimes	43 519	176 854	-133 335
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	176 854	-176 854
1.A.b.3.1.3	Autres	43 519	0	43 519
1.A.b.3.2	Transports aériens	97 122	13 631	83 491
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	62 145	7 271	54 874
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	12 221	561	11 660
1.A.b.3.2.3	Autres	22 757	5 799	16 958
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	4 722	10 309	-5 587
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	1 970	3 823	-1 853
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 752	0	2 752
1.A.b.3.3.3	Autres	0	6 486	-6 486
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	72	-72
1.A.b.4	Voyages	66 458	16 656	49 801
1.A.b.4.1	à titre professionnel	36 121	6 485	29 635
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	36 121	6 485	29 635
1.A.b.4.2	à titre personnel	30 337	10 171	20 166
1.A.b.4.2.1	Santé	205	0	205
1.A.b.4.2.2	éducation	3	2 957	-2 954
1.A.b.4.2.3	Autres	30 129	7 214	22 915
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	7 473	0	7 473
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	7 473	0	7 473
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 582	723	859
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 582	723	859
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	225	33 610	-33 385
1.A.b.6.1	Assurance directe	10	31 309	-31 299
1.A.b.6.2	Réassurance	2	2 017	-2 015
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	213	8	205
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	276	-276
1.A.b.7	Services financiers	23 441	2 355	21 086
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	23 441	2 355	21 086
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	21 327	10 371	10 956
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	21 322	3 816	17 506
1.A.b.9.2	Services d'informatique	0	6 119	-6 119
1.A.b.9.3	Services d'information	5	436	-431
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	92 724	14 978	77 746
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	381	-381
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	71 385	5 882	65 503
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	21 339	8 715	12 624
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	20 708	827	19 881
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	147 944	137 605	10 339
1.B.1	Rémunération des salariés	32 935	12 200	20 736
1.B.2	Revenus des investissements	104 391	124 393	-20 002
1.B.2.1	Investissements directs	60 744	79 048	-18 304
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds	54 654	50 402	4 252



Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	de placement			
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	54 594	34 848	19 746
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	976	17 374	-16 398
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	9 526	-9 526
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs	53 618	7 948	45 670
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	60	15 554	-15 494
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	6 090	28 646	-22 556
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2 445	25 462	-23 017
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	229	-229
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises soeurs	3 645	2 955	690
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	37 005	12 957	24 048
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	309	0	309
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	26	0	26
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	283	0	283
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	283	0	283
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	36 696	12 957	23 739
1.B.2.2.2.1	à court terme	27 050	4 568	22 482
1.B.2.2.2.2	à long terme	9 646	8 389	1 257
1.B.2.3	Autres investissements	6 642	32 388	-25 746
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	6 642	32 388	-25 746
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	de placement			
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	10 617	1 012	9 605
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	10 617	0	10 617
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	1 012	-1 012
1.C	Revenu secondaire	426 280	62 495	363 786
1.C.1	Administrations publiques	23 133	3 936	19 197
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	23 133	3 936	19 197
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	403 147	58 559	344 589
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	391 236	43 801	347 435
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	391 236	43 801	347 435
1.C.2.2	Autres transferts courants	11 912	14 757	-2 846
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	123	0	123
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	259	4 396	-4 137
1.C.2.0.3	Prestations sociales	5 008	236	4 772
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	9	2 562	-2 553
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	25	0	25
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	283	13	270
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	6 205	7 550	-1 345
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	301 236	36 421	264 815
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	Transferts de capital	301 236	36 421	264 815
2.2.1	Administration publique	82 973	0	82 973
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	82 973	0	82 973
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	218 263	36 421	181 842
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	218 263	36 421	181 842
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 968 564	1 807 312	161 252

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3	Compte financier	903 510	739 971	163 540
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	903 510	739 971	163 540
3.1	Investissement direct	-39 338	-75 539	36 201
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	40 374	72 423	-32 049
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	40 314	56 869	-16 555
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	40 039	57 489	-17 450
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	275	-620	895
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	60	15 554	-15 494
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	-79 712	-147 962	68 250
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-80 674	-138 682	58 008
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	962	-9 280	10 242
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises sœurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	200 960	68 137	132 823
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	-730	0	-730
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	Autres secteurs	-730	0	-730
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	-730	0	-730
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	201 690	68 137	133 553

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	183 005	0	183 005
3.2.2.2.1	à court terme	179 846	0	179 846
3.2.2.2.2	à long terme	3 159	0	3 159
3.2.2.3	Administrations publiques	0	86 754	-86 754
3.2.2.3.1	à court terme	0	-48 998	48 998
3.2.2.3.2	à long terme	0	135 752	-135 752
3.2.2.4	Autres secteurs	18 685	-18 617	37 302
3.2.2.4.0.1	à court terme	7 548	0	7 548
3.2.2.4.0.2	à long terme	11 137	-18 617	29 754
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	23 750	0	23 750
3.2.2.4.1.1	à court terme	1 752	0	1 752
3.2.2.4.1.2	à long terme	21 998	0	21 998
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-5 065	-18 617	13 552
3.2.2.4.2.1	à court terme	5 796	0	5 796
3.2.2.4.2.2	à long terme	-10 861	-18 617	7 756
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	267 020	747 373	-480 353
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	115 681	-171 948	287 629
3.4.2.1	Banque centrale	0	-247 368	247 368
3.4.2.1.1	à court terme	0	-247 368	247 368
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-12 336	75 420	-87 756
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	-12 336	75 420	-87 756
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.4	Autres secteurs	128 017	0	128 017
3.4.2.4.0.1	à court terme	126 878	0	126 878
3.4.2.4.0.2	à long terme	1 139	0	1 139
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	108 511	0	108 511
3.4.2.4.1.1	à court terme	108 274	0	108 274
3.4.2.4.1.2	à long terme	237	0	237
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19 506	0	19 506
3.4.2.4.2.1	à court terme	18 604	0	18 604
3.4.2.4.2.2	à long terme	902	0	902
3.4.3	Prêts	144 734	83 306	61 428
3.4.3.1	Banque centrale	0	-683	683
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-683	683
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	142 950	24 971	117 979
3.4.3.2.1	à court terme	142 950	25 719	117 231
3.4.3.2.2	à long terme	0	-748	748
3.4.3.3	Administrations publiques	0	24 087	-24 087
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	24 087	-24 087
3.4.3.4	Autres secteurs	1 784	34 931	-33 147
3.4.3.4.0.1	à court terme	1 784	1 902	-118
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	33 029	-33 029
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	754	-754
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	1 000	-1 000
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	-246	246
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 784	34 177	-32 393
3.4.3.4.2.1	à court terme	1 784	902	882
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	33 275	-33 275
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 150	0	1 150
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	1 150	0	1 150
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	1 150	0	1 150
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	3 178	9 965	-6 787
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	3 178	9 965	-6 787
3.4.5.4.0.1	à court terme	2 169	10 236	-8 067
3.4.5.4.0.2	à long terme	1 009	-271	1 280
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 178	9 965	-6 787
3.4.5.4.2.1	à court terme	2 169	10 236	-8 067
3.4.5.4.2.2	à long terme	1 009	-271	1 280
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	2 277	716 789	-714 512
3.4.6.1	Banque centrale	0	704 230	-704 230
3.4.6.1.1	à court terme	0	704 230	-704 230
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 456	2 030	1 426
3.4.6.2.1	à court terme	3 456	2 030	1 426
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	-1 179	10 529	-11 708
3.4.6.4.0.1	à court terme	-191	5 642	-5 833
3.4.6.4.0.2	à long terme	-988	4 887	-5 875
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	-39	4 334	-4 373
3.4.6.4.1.1	à court terme	-39	5 530	-5 569
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-1 196	1 196
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 140	6 195	-7 335
3.4.6.4.2.1	à court terme	-152	112	-264
3.4.6.4.2.2	à long terme	-988	6 083	-7 071
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	109 262	-109 262
3.5	Avoirs de réserve	474 869	0	474 869
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	109 336	0	109 336

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.3	Position de réserve au FMI	9 965	0	9 965
3.5.4	Autres avoirs de réserve	355 567	0	355 567
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	355 567	0	355 567
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	-34	0	-34
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	355 601	0	355 601
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	<b>-1 065 054</b>	<b>-1 067 341</b>	<b>2 287</b>

Source : BCEAO

**Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)**

(en millions de FCFA) – 2021

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 667 328</b>	<b>1 770 891</b>	<b>-103 563</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>1 093 105</b>	<b>1 570 792</b>	<b>-477 687</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>720 833</b>	<b>1 275 371</b>	<b>-554 538</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	720 833	1 275 371	-554 538
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	142 585	0	142 585
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>372 272</b>	<b>295 421</b>	<b>76 851</b>
1.A.b.3	Transport	145 364	200 866	-55 502
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 973	177 415	-162 442
1.A.b.4	Voyage	66 458	16 656	49 801
1.A.b.0	Autres services	160 450	77 899	82 552
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>147 944</b>	<b>137 605</b>	<b>10 339</b>
1.B.1	Revenus des salariés	32 935	12 200	20 736
1.B.2	Revenus des investissements	104 391	124 393	-20 002
1.B.3	Autres revenus primaires	9 336	1 586	7 750
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>23 133</b>	<b>3 936</b>	<b>19 197</b>
1.C.1	Administrations publiques	23 133	3 936	19 197
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183	58 559	-25 376
1.C.2	Autres secteurs	391 236	43 801	347 435
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	391 236	43 801	347 435
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>301 236</b>	<b>36 421</b>	<b>264 815</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	301 236	36 421	264 815
2.2.1	Administrations publiques	82 973	0	82 973
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	218 263	36 421	181 842
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>903 510</b>	<b>739 971</b>	<b>163 540</b>
3.1	Investissements directs	-39 338	-75 539	36 201
3.2	Investissements de portefeuille	200 960	68 137	132 823
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	267 020	747 373	-480 353
3.5	Avoirs de réserves	474 869	0	474 869
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 065 054</b>	<b>-1 067 341</b>	<b>2 287</b>

Source : BCEAO



**Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)***(en millions de FCFA) - 2021*

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 667 328</b>	<b>1 770 891</b>	<b>-103 563</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>1 093 105</b>	<b>1 570 792</b>	<b>-477 687</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>720 833</b>	<b>1 275 371</b>	<b>-554 538</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	720 833	1 275 371	-554 538
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	142 585	0	142 585
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>372 272</b>	<b>295 421</b>	<b>76 851</b>
1.A.b.3	Transport	145 364	200 866	-55 502
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	14 973	177 415	-162 442
1.A.b.4	Voyage	66 458	16 656	49 801
1.A.b.0	Autres services	160 450	77 899	82 552
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>147 944</b>	<b>137 605</b>	<b>10 339</b>
1.B.1	Revenus des salariés	32 935	12 200	20 736
1.B.2	Revenus des investissements	104 391	124 393	-20 002
1.B.3	Autres revenus primaires	10 617	1 012	9 605
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>426 280</b>	<b>62 495</b>	<b>363 786</b>
1.C.1	Administrations publiques	23 133	3 936	19 197
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183		33 183
1.C.2	Autres secteurs	403 147	58 559	344 589
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	391 236	43 801	347 435
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>301 236</b>	<b>36 421</b>	<b>264 815</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	301 236	36 421	264 815
2.2.1	Administrations publiques	82 973	0	82 973
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	218 263	36 421	181 842
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>111 567</b>	<b>72 110</b>	<b>39 457</b>
3.1	Investissements directs	-39 338	-75 539	36 201
3.2	Investissements de portefeuille	17 955	68 137	-50 182
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	132 950	79 512	53 438
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	24 087	-24 087
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	132 950	55 425	77 525
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 065 054</b>	<b>-1 067 341</b>	<b>2 287</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>791 944</b>	<b>667 861</b>	<b>124 083</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-791 944</b>	<b>-667 861</b>	<b>-124 083</b>
8.1	Banque centrale	-474 869	-565 440	90 571
8.2	Autres institutions de dépôts	-317 075	-102 421	-214 654

Source : BCEAO

## Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-56 117</b>	<b>-102 675</b>	<b>-32 485</b>	<b>-11 936</b>	<b>-103 563</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-291 486</b>	<b>-347 717</b>	<b>-348 971</b>	<b>-384 278</b>	<b>-477 687</b>
<b>Biens</b>	<b>-373 810</b>	<b>-434 622</b>	<b>-443 465</b>	<b>-428 175</b>	<b>-554 538</b>
Marchandises générales, base balance des paiements	-376 804	-436 135	-443 465	-428 175	-554 538
<i>Dont : Réexportations</i>	116 663	83 495	120 520	126 307	142 585
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	2 994	1 513	0	0	0
<b>Services</b>	<b>82 324</b>	<b>86 905</b>	<b>94 494</b>	<b>43 896</b>	<b>76 851</b>
Transport	-36 675	-44 696	-45 096	-65 362	-55 502
<i>Dont fret</i>	<i>-127 202</i>	<i>-130 958</i>	<i>-134 357</i>	<i>-136 859</i>	<i>-162 442</i>
Voyages	57 654	61 638	62 460	31 185	49 801
Autres services	61 345	69 962	77 129	78 074	82 552
<b>Revenus primaires</b>	<b>2 902</b>	<b>10 742</b>	<b>12 962</b>	<b>24 609</b>	<b>10 339</b>
Rémunération des salariés	15 674	17 525	17 860	20 467	20 736
Revenus des investissements	-16 736	-14 534	-12 851	-3 194	-20 002
Autres revenus primaires	3 964	7 750	7 953	7 337	9 605
<b>Revenus secondaires</b>	<b>232 467</b>	<b>234 300</b>	<b>303 524</b>	<b>347 733</b>	<b>363 786</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>60 819</b>	<b>54 304</b>	<b>78 877</b>	<b>54 265</b>	<b>19 197</b>
<i>Coopération internationale courante</i>	<i>60 819</i>	<i>54 304</i>	<i>78 877</i>	<i>54 265</i>	<i>19 197</i>
<i>Appuis budgétaires reçus</i>		33 183	62 068	37 195	1 000
<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>171 648</b>	<b>179 996</b>	<b>224 647</b>	<b>293 468</b>	<b>344 589</b>
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	168 561	178 342	219 817	295 908	347 435
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>168 561</i>	<i>178 342</i>	<i>219 817</i>	<i>295 908</i>	<i>347 435</i>
Autres transferts courants	3 087	1 655	4 830	-2 441	-2 846
<b>Compte de capital</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>	<b>264 815</b>
<b>Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Transferts de capital</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>	<b>264 815</b>
Administration publique	41 407	72 712	60 355	62 008	82 973
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>41 407</i>	<i>72 712</i>	<i>60 355</i>	<i>62 008</i>	<i>82 973</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	100 025	103 021	109 528	152 542	181 842
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>100 025</i>	<i>103 021</i>	<i>109 528</i>	<i>152 542</i>	<i>181 842</i>
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>85 315</b>	<b>73 058</b>	<b>137 399</b>	<b>202 613</b>	<b>161 252</b>
<b>Compte financier</b>	<b>77 450</b>	<b>59 031</b>	<b>-29 873</b>	<b>-35 974</b>	<b>39 457</b>
Investissement direct	-70 338	139 516	-177 446	-30 538	36 201
Investissements de portefeuille	176 555	91 895	238 983	48 083	-50 182
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0

<b>Poste</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Autres investissements	-28 768	-172 381	-91 411	-53 519	53 438
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>2 247</b>	<b>2 980</b>	<b>2 878</b>	<b>2 124</b>	<b>2 287</b>
<b>Solde global</b>	<b>10 112</b>	<b>17 007</b>	<b>170 150</b>	<b>240 712</b>	<b>124 083</b>
<b>Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts</b>	<b>-10 112</b>	<b>-17 007</b>	<b>-170 150</b>	<b>-240 712</b>	<b>-124 083</b>
Banque centrale	13 094	13 696	-182 165	182 298	90 571
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-23 206	-30 703	12 015	-423 010	-214 654

*Source : BCEAO*

## Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée

(en millions de FCFA) - 2021

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
<b>Position extérieure global nette</b>	<b>4 671 645</b>	<b>167 862</b>	<b>5 743 018</b>	<b>903 510</b>	<b>5 125 587</b>	<b>219 077</b>	<b>6 084 634</b>	<b>739 970</b>
<b>. - - Investissement direct</b>	<b>1 904 545</b>	<b>131 987</b>	<b>1 997 194</b>	<b>-39 338</b>	<b>1 467 319</b>	<b>136 238</b>	<b>1 528 017</b>	<b>-75 539</b>
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 614 070	122 769	1 777 213	40 374	1 137 607	67 009	1 277 039	72 423
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 595 171	122 769	1 758 254	40 314	1 124 730	67 009	1 248 637	56 898
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 576 298	122 769	1 739 106	40 039	1 107 634	67 009	1 232 161	57 518
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	18 873	0	19 148	275	17 096	0	16 476	-620
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	290 476	9 218	219 981	-79 712	329 712	69 229	250 979	-147 962
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	288 633	9 218	217 176	-80 674	242 335	68 576	172 229	-138 682
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Entre entreprises soeurs	1 843	0	2 805	962	87 377	653	78 750	-9 280
. - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>. - - Investissements de portefeuille</b>	<b>1 212 641</b>	<b>11 804</b>	<b>1 425 405</b>	<b>200 960</b>	<b>957 241</b>	<b>0</b>	<b>1 025 378</b>	<b>68 137</b>
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	152 493	357	152 120	-730	245 713	0	245 713	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 661	0	13 661	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	138 832	357	138 459	-730	245 713	0	245 713	0
. - - - - - Autres sociétés financières	129 351	357	128 978	-730	8 099	0	8 099	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 481	0	9 481	0	237 614	0	237 614	0
. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	1 060 149	11 447	1 273 286	201 690	711 529	0	779 666	68 137
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	684 835	0	867 840	183 005	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	382 045	0	561 891	179 846	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	302 790	0	305 949	3 159	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	673 711	0	760 465	86 754
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	48 998	0	0	-48 998
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	624 713	0	760 465	135 752
. - - - - - Autres secteurs	375 314	11 447	405 446	18 685	37 818	0	19 201	-18 617
. - - - - - - À court terme	347 789	11 447	366 784	7 548	17 736	0	17 736	0
. - - - - - - À long terme	27 525	0	38 662	11 137	20 082	0	1 465	-18 617
. - - - - - - Autres sociétés financières	348 235	11 447	383 432	23 750	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	335 437	11 447	348 636	1 752	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	12 798	0	34 796	21 998	0	0	0	0
. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	27 079	0	22 014	-5 065	37 818	0	19 201	-18 617
. - - - - - - - À court terme	12 352	0	18 148	5 796	17 736	0	17 736	0
. - - - - - - - À long terme	14 727	0	3 866	-10 861	20 082	0	1 465	-18 617
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>. - - Autres investissements</b>	<b>668 954</b>	<b>10 880</b>	<b>946 854</b>	<b>267 020</b>	<b>2 701 027</b>	<b>82 839</b>	<b>3 531 238</b>	<b>747 372</b>
. - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	318 500	10 880	445 061	115 681	555 897	0	383 949	-171 948
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	390 559	0	143 191	-247 368
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	390 559	0	143 191	-247 368
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	112 480	0	100 144	-12 336	165 338	0	240 758	75 420
. - - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	112 480	0	100 144	-12 336	165 338	0	240 758	75 420
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	206 020	10 880	344 917	128 017	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	202 663	10 880	340 421	126 878	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	3 357	0	4 496	1 139	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	172 472	10 880	291 863	108 511	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	172 390	10 880	291 544	108 274	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	82	0	319	237	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 548	0	53 054	19 506	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	30 273	0	48 877	18 604	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	3 275	0	4 177	902	0	0	0	0
. - - - - Prêts	307 436	0	452 170	144 734	1 697 612	73 893	1 854 809	83 305
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	192 997	8 713	201 026	-683
. - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	192 997	8 713	201 026	-683
. - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	304 220	0	447 170	142 950	45 210	0	70 181	24 971
. - - - - - À court terme	304 220	0	447 170	142 950	41 377	0	67 096	25 719
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	3 833	0	3 085	-748
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	1 175 462	65 179	1 264 728	24 086
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à long terme	0	0	0	0	1 175 462	65 179	1 264 728	24 086
. - - - - - Autres secteurs	3 216	0	5 000	1 784	283 943	0	318 874	34 931
. - - - - - À court terme	3 216	0	5 000	1 784	2 000	0	3 902	1 902
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	281 943	0	314 972	33 029
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	144 142	0	144 896	754
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	2 000	0	3 000	1 000
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	142 142	0	141 896	-246
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 216	0	5 000	1 784	139 801	0	173 978	34 177
. - - - - - À court terme	3 216	0	5 000	1 784	0	0	902	902
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	139 801	0	173 076	33 275
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 267	0	2 417	1 150	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	1 267	0	2 417	1 150	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	1 267	0	2 417	1 150	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à pension	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	35 430	0	38 608	3 178	193 400	0	203 365	9 965
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	35 430	0	38 608	3 178	193 400	0	203 365	9 965
. - - - - - À court terme	34 988	0	37 157	2 169	105 058	0	115 294	10 236
. - - - - - À long terme	442	0	1 451	1 009	88 342	0	88 071	-271
. - - - - - Autres sociétés financières	100	0	100	0	2 946	0	2 946	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	2 939	0	2 939	0
. - - - - - À long terme	100	0	100	0	7	0	7	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35 330	0	38 508	3 178	190 454	0	200 419	9 965
. - - - - - À court terme	34 988	0	37 157	2 169	102 119	0	112 355	10 236
. - - - - - À long terme	342	0	1 351	1 009	88 335	0	88 064	-271
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	6 321	0	8 598	2 277	199 502	1 522	917 813	716 789
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	176 868	0	881 098	704 230
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	176 868	0	881 098	704 230
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	<b>3 069</b>	<b>0</b>	<b>6 525</b>	<b>3 456</b>	<b>2 667</b>	<b>0</b>	<b>4 697</b>	<b>2 030</b>
. - - - - - À court terme	<b>3 069</b>	<b>0</b>	<b>6 525</b>	<b>3 456</b>	<b>2 667</b>	<b>0</b>	<b>4 697</b>	<b>2 030</b>
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	3 252	0	2 073	-1 179	19 967	1 522	32 018	10 529
. - - - - - À court terme	349	0	158	-191	9 804	925	16 371	5 642
. - - - - - À long terme	2 903	0	1 915	-988	10 163	597	15 647	4 887
. - - - - - Autres sociétés financières	2 000	0	1 961	-39	9 306	1 522	15 162	4 334
. - - - - - À court terme	100	0	61	-39	5 949	925	12 404	5 530
. - - - - - À long terme	1 900	0	1 900	0	3 357	597	2 758	-1 196
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 252	0	112	-1 140	10 661	0	16 856	6 195
. - - - - - À court terme	249	0	97	-152	3 855	0	3 967	112
. - - - - - À long terme	1 003	0	15	-988	6 806	0	12 889	6 083
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	54 615	7 425	171 302	109 262
. - - <b>Avoirs de réserve</b>	<b>885 504</b>	<b>13 191</b>	<b>1 373 564</b>	<b>474 869</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. - - - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Comptes en or non	0	0	0	0	0	0	0	0



Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
affectés								
. - - - - Droits de tirage spéciaux	162 771	12 329	284 436	109 336	0	0	0	0
. - - - - Position de réserve au FMI	9 075	863	19 903	9 965	0	0	0	0
. - - - - Autres avoirs de réserve	713 659	0	1 069 226	355 567	0	0	0	0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	713 659	0	1 069 226	355 567	0	0	0	0
. - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 367	0	1 333	-34	0	0	0	0
. - - - - - - Créances sur d'autres entités	712 292	0	1 067 893	355 601	0	0	0	0
. - - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

## Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>EUROPE</b>	<b>42 853</b>	<b>50 132</b>	<b>47 287</b>	<b>50 958</b>	<b>53 223</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>	<b>41 399</b>	<b>49 196</b>	<b>46 425</b>	<b>49 943</b>	<b>52 465</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>40 983</b>	<b>48 377</b>	<b>45 714</b>	<b>49 289</b>	<b>48 961</b>
Allemagne	535	3 685	813	740	1 985
Belgique	3 951	3 002	5 570	6 574	4 083
Espagne	2 664	2 289	1 803	2 518	1 591
France	25 441	31 993	31 596	32 080	34 376
Irlande	0	0	0	24	0
Italie	2 747	1 416	2 585	1 653	3 105
Pays-Bas	4 294	3 423	3 151	5 128	3 429
Autres pays de la zone Euro	1 351	2 568	196	573	393
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>417</b>	<b>819</b>	<b>711</b>	<b>654</b>	<b>3 504</b>
Danemark	15	0	15	22	65
Pologne	0	0	178		9
Royaume-Uni	316	761	518	615	433
Autres	86	58		16	2 997
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>1 454</b>	<b>936</b>	<b>862</b>	<b>1 015</b>	<b>758</b>
Norvège	7	0	21	0	0
Russie	515	0		1	0
Suisse	791	592	675	829	622
Ukraine	140	321	166	186	65
Autres	0	24		0	71
<b>AFRIQUE</b>	<b>348 083</b>	<b>350 549</b>	<b>370 281</b>	<b>401 886</b>	<b>420 621</b>
<b>UEMOA</b>	<b>259 945</b>	<b>269 184</b>	<b>285 003</b>	<b>318 967</b>	<b>336 679</b>
Bénin	62 545	59 768	64 605	56 263	64 377
Burkina	78 241	85 684	77 364	77 527	85 049
Côte d'Ivoire	38 778	43 204	43 347	35 706	46 466
Guinée-Bissau	151	173	131	390	278
Mali	27 513	30 622	43 813	73 152	66 437
Niger	44 666	44 508	47 958	47 969	48 144
Sénégal	8 051	5 224	7 784	27 961	25 927
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>72 295</b>	<b>69 252</b>	<b>69 678</b>	<b>71 765</b>	<b>73 189</b>
Ghana	33 515	38 454	46 586	45 714	52 048
Guinée	3 447	2 557	1 860	2 900	3 153
Nigeria	34 131	26 747	20 551	22 564	17 022
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	1 201	1 494	681	587	966
<b>CEMAC</b>	<b>5 262</b>	<b>7 155</b>	<b>7 714</b>	<b>6 105</b>	<b>6 363</b>
Cameroun	1 456	1 135	1 034	1 170	1 571
Congo (Brazzaville)	314	1 423	2 961	1 055	757
Gabon	1 804	2 474	2 199	2 277	2 182
Guinée Equatoriale	507	422	412	324	383
République Centrafricaine	314	522	473	694	698
Tchad	867	1 180	635	584	773
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>10 582</b>	<b>4 957</b>	<b>7 887</b>	<b>5 049</b>	<b>4 390</b>
Afrique du Sud	140	253	483	564	272
Angola	143	100	51	172	29
Maroc	1 266	929	4 213	2 134	813
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	2 133	780	2 961	659	633
Tunisie	291	126	104	9	11

<b>ZONES GÉOGRAPHIQUES</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Autres	6 609	2 770	76	1 511	2 632
<b>AMERIQUE</b>	<b>9 712</b>	<b>9 293</b>	<b>5 852</b>	<b>7 782</b>	<b>6 371</b>
Antilles Néerlandaises	30	0	0	0	
Brésil	4	4	2	3	21
Canada	5 883	6 048	3 013	482	204
Cuba	33	0	0		
USA	3 638	3 117	2 731	6 677	6 082
Autres pays d'Amérique	124	123	106	620	64
<b>ASIE</b>	<b>70 941</b>	<b>92 720</b>	<b>103 038</b>	<b>92 652</b>	<b>95 471</b>
Chine	8 630	4 856	5 469	13 933	6 650
Inde	26 708	39 873	60 992	42 178	43 377
Indonésie	5 765	2 790	1 023	80	1 635
Liban	402	589	123	207	348
Malaisie	3 994	25 167	15 642	12 541	4 716
Pakistan	8 952	1 192	4 536	3 965	16 863
Taiwan	322	675	991	1	
Vietnam	2 300	6 658	6 782	4 664	1 957
Autres pays d'Asie	13 867	10 922	7 479	15 084	19 925
<b>OCEANIE</b>	<b>13 812</b>	<b>8 086</b>	<b>2 270</b>	<b>10 041</b>	<b>22 667</b>
Australie	13 791	8 086	2 270	6 718	17 687
Autres pays d'Océanie	21	0	0	3 323	4 980
<b>TOTAL</b>	<b>485 401</b>	<b>510 780</b>	<b>528 728</b>	<b>563 320</b>	<b>598 354</b>

*Source : BCEAO*

## Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>EUROPE</b>	<b>324 889</b>	<b>312 400</b>	<b>386 913</b>	<b>441 637</b>	<b>449 306</b>
<b>UNION EUROPÉENNE</b>	<b>289 446</b>	<b>265 327</b>	<b>307 832</b>	<b>348 913</b>	<b>379 338</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>250 687</b>	<b>228 199</b>	<b>240 555</b>	<b>292 586</b>	<b>325 125</b>
Allemagne	29 418	27 403	31 681	43 829	45 686
Belgique	30 251	24 397	24 981	35 656	36 319
Espagne	16 770	18 448	13 562	26 781	42 411
France	101 347	89 261	86 727	105 043	137 916
Italie	11 518	13 490	18 033	38 007	17 821
Pays-Bas	46 590	35 710	41 500	24 818	24 445
Autres pays de la zone Euro	14 792	19 491	24 072	18 451	20 526
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>38 759</b>	<b>37 127</b>	<b>67 277</b>	<b>56 327</b>	<b>54 213</b>
Danemark	4 566	3 376	4 127	13 599	8 115
Lettonie	17 377	8 616	21 316	3 779	1 508
Royaume-Uni	5 595	14 596	29 105	17 380	26 586
Suède	1 486	2 946	1 942	9 265	5 500
Autres	9 736	7 593	10 787	12 304	12 504
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>35 443</b>	<b>47 073</b>	<b>79 082</b>	<b>92 724</b>	<b>69 968</b>
Islande	41	46	46	414	15
Norvège	6 876	2 205	1 446	4 540	826
Russie	17 488	33 912	58 998	77 400	46 947
Suisse	4 802	3 663	1 919	4 509	2 992
Ukraine	5 517	6 511	16 672	5 478	18 126
Autres	719	736	0	382	1 062
<b>AFRIQUE</b>	<b>161 460</b>	<b>163 228</b>	<b>159 826</b>	<b>133 192</b>	<b>196 703</b>
<b>UEMOA</b>	<b>43 830</b>	<b>40 364</b>	<b>36 976</b>	<b>31 156</b>	<b>34 454</b>
Bénin	5 597	3 840	4 538	3 203	2 451
Burkina	4 291	3 566	3 831	4 988	4 645
Côte d'Ivoire	21 044	17 437	16 549	15 669	15 549
Guinée-Bissau	4 471	7 079	3 382	0	1 680
Mali	322	222	76	167	114
Niger	55	8	90	63	143
Sénégal	8 050	8 212	8 510	7 066	9 872
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>67 008</b>	<b>66 927</b>	<b>59 774</b>	<b>51 338</b>	<b>72 371</b>
Ghana	38 782	29 230	32 543	37 969	40 321
Nigeria	28 166	37 645	27 195	12 590	32 036
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	59	51	37	780	13
<b>CEMAC</b>	<b>323</b>	<b>174</b>	<b>548</b>	<b>424</b>	<b>430</b>
Cameroun	59	71	362	82	213
Congo (Brazzaville)	1	0	2	7	1
Autres CEMAC	263	103	184	335	215
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>50 299</b>	<b>55 763</b>	<b>62 528</b>	<b>50 274</b>	<b>89 449</b>
Afrique du Sud	24 282	16 346	12 656	13 639	19 780
Egypte	5 383	9 803	11 909	7 410	26 212
Maroc	5 846	13 559	13 243	11 476	20 380
Mauritanie	7 025	10 437	15 549	10 866	6 349
Mozambique	5 569	38	4	1	7 865
Seychelles	0	0	12	0	28
Tunisie	1 382	1 658	1 641	5 617	5 338
Autres	811	3 923	7 515	1 265	3 496

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>AMERIQUE</b>	<b>43 448</b>	<b>71 398</b>	<b>99 909</b>	<b>68 802</b>	<b>75 136</b>
Antilles Néerlandaises	0	0	0	0	0
Brésil	14 120	10 455	10 033	15 843	16 778
Canada	5 422	5 954	6 138	5 939	7 935
Cuba	1	198	0		1 115
Mexique	1 401	2 306	2 171	1 353	1 038
USA	18 854	44 948	75 606	42 529	43 022
Autres pays d'Amérique	3 650	7 537	5 962	3 138	5 248
<b>ASIE</b>	<b>407 906</b>	<b>425 902</b>	<b>480 154</b>	<b>583 628</b>	<b>702 447</b>
Arabie Saoudite	29 662	20 914	32 527	30 802	41 276
Chine	184 195	202 173	225 479	246 292	301 574
Corée du sud	10 702	9 814	9 139	14 755	26 076
Emirats arabes unis	13 166	21 637	18 078	26 795	25 562
Inde	33 426	40 481	52 576	78 497	87 528
Japon	47 561	42 198	45 137	53 883	60 139
Liban	1 401	2 152	2 278	2 445	3 252
Malaisie	14 723	14 998	20 985	27 112	46 911
Thaïlande	12 459	11 253	7 429	8 248	6 540
Turquie	15 447	19 649	24 072	38 169	39 759
Autres pays d'Asie	45 163	40 634	42 453	56 630	63 831
<b>OCEANIE</b>	<b>474</b>	<b>429</b>	<b>288</b>	<b>280</b>	<b>1 230</b>
Australie	474	429	288	280	617
Autres pays d'Océanie	0	0	0		613
<b>TOTAL</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>1 424 821</b>

Source : BCEAO

## Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

### A – Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	<b>102 604,0</b>
	Burkina	7 723,0		35 437,6	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	<b>154 245,6</b>
	Côte d'Ivoire	31 228,3	351 553,5		1 111,8	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	<b>1 072 174,6</b>
	Guinée-Bissau	1,4	19,4	746,0		428,3	0,0	3 946,8	292,5	<b>5 434,3</b>
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3		23 953,1	127 881,1	9 809,8	<b>286 184,6</b>
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8		571,0	6 790,5	<b>172 929,2</b>
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9		14 868,7	<b>856 208,7</b>
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	127 239,0	50 345,6	34 521,8		<b>474 402,4</b>
	UEMOA	<b>188 988,0</b>	<b>610 013,7</b>	<b>297 366,3</b>	<b>49 857,5</b>	<b>1 397 413,9</b>	<b>217 323,8</b>	<b>260 711,0</b>	<b>102 509,1</b>	<b>3 124 183,3</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

### B – Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	<b>33 902,8</b>
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	<b>78 395,7</b>
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	<b>219 834,7</b>
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	<b>8 806,8</b>
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	<b>80 664,0</b>
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	<b>33 791,9</b>
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	<b>72 179,7</b>
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		<b>29 709,6</b>
	UEMOA	<b>45 074,3</b>	<b>74 488,3</b>	<b>83 158,3</b>	<b>2 242,8</b>	<b>111 641,9</b>	<b>56 980,5</b>	<b>102 819,4</b>	<b>80 879,8</b>	<b>557 285,2</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

### C - Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	<b>18 797,2</b>
	Burkina	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	<b>44 358,7</b>
	Côte d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	<b>83 014,6</b>
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	<b>3 230,1</b>
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	<b>36 215,6</b>
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	<b>20 448,8</b>
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	<b>15 456,0</b>
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		<b>30 551,1</b>
	UEMOA	<b>69 531,3</b>	<b>47 486,7</b>	<b>25 971,5</b>	<b>2 702,6</b>	<b>15 329,7</b>	<b>19 300,9</b>	<b>27 994,9</b>	<b>43 754,6</b>	<b>252 072,0</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)